

I Les trois fonctions publiques

I.1 Effectifs des trois fonctions publiques

Les trois fonctions publiques emploient 5,0 millions de personnes au 31 décembre 2003, soit un salarié sur cinq. 51 % appartiennent à la fonction publique de l'État, 30 % à la fonction publique territoriale et 19 % à la fonction publique hospitalière. S'ajoutent, en 2003, 232 600 bénéficiaires d'emplois aidés : contrats emploi-solidarité, contrats emploi consolidé, contrats emplois jeunes. Compte tenu du temps partiel et du temps incomplet (modalités plus fréquentes dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière que dans la fonction publique de l'État), une personne physique correspond à 0,9 équivalent temps plein.

Parmi les agents ayant un emploi principal dans la fonction publique, 81 % sont titulaires ou militaires (4,0 millions personnes), 15 % non-titulaires (768 000 personnes). Les ouvriers d'État (56 000 personnes), les médecins des hôpitaux publics (94 000 personnes) et les assistantes maternelles des collectivités territoriales (55 000 personnes) représentent ensemble 4 % des effectifs.

Avec 20 % de non-titulaires, la fonction publique territoriale (FPT) est celle qui emploie le plus cette catégorie d'agents. La fonction publique hospitalière (FPH) et la fonction publique de l'État (FPE) en emploient environ 13 %. L'analyse de cette population dans les ministères montre qu'environ la moitié occupe des emplois qui ne peuvent « statutairement » être occupés par des titulaires et que l'autre moitié comprend nombre de personnes occupant des emplois saisonniers ou occasionnels. Dans les hôpitaux, 40 % sont rémunérés sur crédits de remplacement. Des enquêtes conduites dans les collectivités territoriales arrivent à la proportion d'environ un non-titulaire sur deux sur emploi non permanent.

Dans la fonction publique, les femmes sont largement majoritaires : elles occupent 59 % des emplois. Cette situation est la résultante

d'écarts importants selon les statuts et le type de fonction publique : on compte 12 % de femmes parmi les militaires, 15 % parmi les ouvriers d'État, 76 % dans la FPH (mais seulement 40 % parmi les médecins). Parmi les assistantes maternelles, la proportion est proche de 100 %.

La majorité des agents appartient à la catégorie C dans les trois fonctions publiques réunies, mais la catégorie A est prépondérante dans la fonction publique de l'État.

L'importance de certains métiers au sein des trois fonctions publiques dessine la structure hiérarchique de chacune comme de l'ensemble. Le poids des enseignants rend la part de cadres dans la fonction publique de l'État exceptionnelle en comparaison des deux autres fonctions publiques comme du secteur privé (45 % dans la FPE, 14 % dans la FPH en comptant les médecins, 8 % dans la FPT, 14 % dans le secteur privé). Aussi, la part de la catégorie A de la FPE tire-t-elle vers le haut l'ensemble où on atteint la proportion de 28 %. Mais, compte tenu du poids de la catégorie C dans la FPH et surtout dans la FPT, c'est au niveau C qu'on trouve la plus forte proportion d'agents : 49 %.

Hors enseignants, la part de la catégorie C est encore bien plus importante. Elle est prépondérante dans la FPT et la FPH, et elle le devient dans la FPE lorsqu'on retire les enseignants. La catégorie C réunit alors presque 60 % de l'ensemble des agents non enseignants et la part du niveau A n'est plus que de 14 %.

Que l'on soit dans une configuration avec ou hors enseignants de l'État, la catégorie B représente environ le quart des agents.

Hors enseignants des ministères, la catégorie B est la seconde après la catégorie C. La FPH, dont 37 % des agents relève de la catégorie B (les infirmiers appartiennent à cette catégorie), contribue beaucoup à l'importance de ce niveau dans l'ensemble de la fonction publique.

III Définitions et méthodes

Le périmètre de la fonction publique : au sens strict, un agent de la fonction publique travaille dans un organisme dans lequel le recrutement se fait sur la base du droit public. C'est ainsi qu'ont été décomptés les 5,0 millions d'agents sur emploi principal de la fonction publique. Ces personnes travaillent dans les services civils et militaires de l'État (administrations centrales et services déconcentrés), dans les collectivités territoriales (régions, départements, communes) et dans les établissements publics à caractère administratif nationaux ou locaux, tels que CNRS, universités, hôpitaux publics, centres de gestion de la fonction publique territoriale, caisses des écoles...

Au sens large, la fonction publique inclut des agents travaillant dans d'autres types d'organismes de droit public mais dont les agents sont soumis au droit privé. Ce périmètre élargi porte l'effectif de la fonction publique à 5,2 millions de personnes (sans compter La Poste ni les enseignants de l'enseignement privé sous contrat).

Les établissements publics à caractère administratif (EPA) à recrutement de droit privé sont les caisses nationales de Sécurité sociale (Acass, CNAMTS, Cnaf, CNAVTS) dont le statut normal de recrutement des agents est, à titre dérogatoire, le droit privé. Ces établissements ne figurent pas avec les autres EPA de la fonction publique de l'État au sens strict. En effet, au sein de la Sécurité sociale, caisses nationales (établissements publics nationaux à caractère administratif) et caisses locales (organismes privés), les agents sont gérés de manière homogène.

Les quelques autres EPA nationaux autorisés à recruter certaines catégories de leur personnel sous le régime du droit privé restent classés dans la catégorie des EPA à recrutement normal de droit public.

Pour leur part, les organismes consulaires (chambres d'agriculture, de commerce et d'industrie, des métiers), établissements

publics *sui generis* sont situés hors du champ de la fonction publique.

Les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) sont soumis au droit commercial et recrutent normalement sur la base du droit privé (sauf exceptions comme l'Office national des forêts). Les effectifs des Epic qui ne sont pas des entreprises nationales (c'est le cas lorsque moins de la moitié de leurs ressources provient de leur activité commerciale) sont classés dans la fonction publique au sens large. En revanche, les entreprises publiques constituées en Epic (La Poste, SNCF, RATP, EDF...) et, *a fortiori*, les autres entreprises publiques qui ont un statut de société (Air France, GIAT industries, France Télécom...) ne font pas partie de la fonction publique.

D'autres organismes de droit public participent au service public, les groupements d'intérêt public (GIP) notamment. Ces derniers sont des structures de droit public permettant d'associer des personnes morales de droit public entre elles ou, le plus souvent, d'associer des personnes de droit public avec des organismes de droit privé. Les personnels sont souvent mis à disposition ou détachés des organismes constitutifs du GIP. Mais le recrutement direct de personnes rémunérées sur le budget du GIP est possible. Dans le cas où l'activité du GIP est de nature administrative, les agents relèvent du droit public, sans pour autant être soumis aux dispositions du statut général. Sinon, les agents relèvent du droit privé.

Dans la catégorie « autres organismes » figurent les associations syndicales autorisées (ASA) de propriétaires. Ce sont le plus souvent des personnes privées qui se regroupent pour entreprendre des travaux collectifs. Ces associations sont érigées en EPA (locaux) car elles exercent des prérogatives de puissance publique. Leurs personnels, de droit public, ne relèvent pourtant pas du statut général de la fonction publique territoriale.

Pour plus d'informations

- « L'emploi public est tiré par la fonction publique territoriale », Philippe Raynaud, *Économie et Statistique*, n° 369-370, 2003, Insee.
- *L'Observatoire de l'emploi public, Rapport annuel 2004*, La Documentation française, à paraître.

I Les trois fonctions publiques

I.1 Effectifs des trois fonctions publiques

Tableau I-1 : Effectifs de la fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière au 31 décembre 2003

		Fonction publique au sens large								
		Fonction publique au sens strict				EPA à recrutement de droit privé (2)	EPIC hors entreprises publiques	GIP et autres organismes (3)	Total	%
		Ministères, collectivités territoriales	EPA à recrutement de droit public (1)	Total	%					
Fonction publique de l'État (FPE)	Titulaires	1 748 010	84 733	1 832 743	72,1	488	10 432	324	1 843 987	70,3
	Militaires	326 156	41	326 197	12,8		3		326 200	12,4
	Ouvriers d'État	54 863	1 086	55 949	2,2	14	23		55 986	2,1
	Non-titulaires	184 401	144 061	328 462	12,9	15 160	49 408	4 448	397 478	15,1
	Total FPE	2 313 430	229 921	2 543 351	100,0	15 662	59 866	4 772	2 623 651	100,0
Fonction publique territoriale (FPT)	Titulaires	894 151	263 182	1 157 333	76,0		6 779	1 270	1 165 382	74,3
	Non-titulaires	217 991	91 328	309 319	20,3		35 117	2 240	346 676	22,1
	Assistantes maternelles	50 348	5 143	55 491	3,6			26	55 517	3,5
	Total FPT	1 162 490	359 653	1 522 143	100,0		41 896	3 536	1 567 575	100,0
Fonction publique hospitalière (FPH)	Titulaires		742 052	742 052	76,8				742 052	76,8
	Non-titulaires		130 135	130 135	13,5				130 135	13,5
	Médecins		94 153	94 153	9,7				94 153	9,7
	Total FPH		966 340	966 340	100,0				966 340	100,0
FPE + FPT + FPH	Titulaires et militaires	2 968 317	1 090 008	4 058 325	80,7	488	17 214	1 594	4 077 621	79,1
	Non-titulaires	402 392	365 524	767 916	15,3	15 160	84 525	6 688	874 289	17,0
	Ouvriers d'État	54 863	1 086	55 949	1,1	14	23		55 986	1,1
	Assistantes maternelles	50 348	5 143	55 491	1,1			26	55 517	1,1
	Médecins		94 153	94 153	1,9				94 153	1,8
	Total	3 475 920	1 555 914	5 031 834	100,0	15 662	101 762	8 308	5 157 566	100,0

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

Résultats provisoires.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Emplois principaux.

FPE : métropole, Dom-Tom, étranger.

FPT : métropole, Dom et Saint-Pierre-et-Miquelon.

FPH : métropole et Dom ; y compris internes et résidents, non-titulaires sur crédits de remplacement. Non compris praticiens hospitalo-universitaires (recensés avec les effectifs de la FPE) et médecins libéraux.

(1) Y compris les établissements publics à caractère scientifique ou technologique (EPST) et les établissements à caractère scientifique, culturel ou professionnel (EPSCP), catégories particulières d'établissements à caractère administratif (EPA).

(2) Caisses nationales de Sécurité sociale (AcoSS, CNAMTS, Cnaf, CNAVTS) et centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale (Cness).

(3) Autres organismes : organismes de droit public non qualifiés d'établissements publics (Institut franco-allemand de recherches et Institut de gestion sociale des armées) et ASA (associations syndicales autorisées).

Les trois fonctions publiques I

Effectifs des trois fonctions publiques I.1

Tableau I-2 : Effectifs en équivalents temps plein de la fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière au 31 décembre 2003

		Fonction publique au sens large								
		Fonction publique au sens strict				EPA à recrutement de droit privé (2)	Epic hors entreprises publiques	GIP et autres organismes (3)	Total	%
		Ministères, collectivités territoriales	EPA à recrutement de droit public (1)	Total	%					
Fonction publique de l'État (FPE)	Titulaires	1 680 000	82 017	1 762 017	73,8	426	10 095	316	1 772 854	72,0
	Militaires	326 156	41	326 197	13,7		3		326 200	13,3
	Ouvriers d'État	53 580	992	54 572	2,3	14	23		54 609	2,2
	Non-titulaires	147 046	99 117	246 163	10,3	12 519	45 741	3 744	308 167	12,5
	Total FPE	2 206 782	182 167	2 388 949	100,0	12 959	55 862	4 060	2 461 830	100,0
Fonction publique territoriale (FPT)	Titulaires	840 106	248 281	1 088 387	79,0		6 572	1 067	1 096 025	77,1
	Non-titulaires	165 715	69 482	235 198	17,1		33 345	1 836	270 378	19,0
	Assistantes maternelles	49 432	4 947	54 379	3,9			26	54 405	3,8
	Total FPT	1 055 254	322 709	1 377 963	100,0		39 916	2 929	1 420 808	100,0
Fonction publique hospitalière (FPH)	Titulaires		704 014	704 014	79,5				704 014	79,5
	Non-titulaires		116 739	116 739	13,2				116 739	13,2
	Médecins		64 265	64 265	7,3				64 265	7,3
	Total FPH		885 018	885 018	100,0				885 018	100,0
FPE + FPT + FPH	Titulaires et militaires	2 846 262	1 034 353	3 880 615	83,4	426	16 670	1 383	3 899 093	81,8
	Non-titulaires	312 761	285 338	598 100	12,9	12 519	79 086	5 580	695 284	14,6
	Ouvriers d'État	53 580	992	54 572	1,2	14	23		54 609	1,1
	Assistantes maternelles	49 432	4 947	54 379	1,2			26	54 405	1,1
	Médecins		64 265	64 265	1,4				64 265	1,3
	Total	3 262 036	1 389 895	4 651 930	100,0	12 959	95 778	6 989	4 767 657	100,0

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

Résultats provisoires.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Emplois principaux.

FPE : métropole, Dom-Tom, étranger.

FPT : métropole, Dom et Saint-Pierre-et-Miquelon.

FPH : métropole et Dom ; y compris internes et résidents, non-titulaires sur crédits de remplacement. Non compris praticiens hospitalo-universitaires (recensés avec les effectifs de la FPE) et médecins libéraux.

(1) Y compris les établissements publics à caractère scientifique ou technologique (EPST) et les établissements à caractère scientifique, culturel ou professionnel (EPSCP), catégories particulières d'établissements à caractère administratif (EPA).

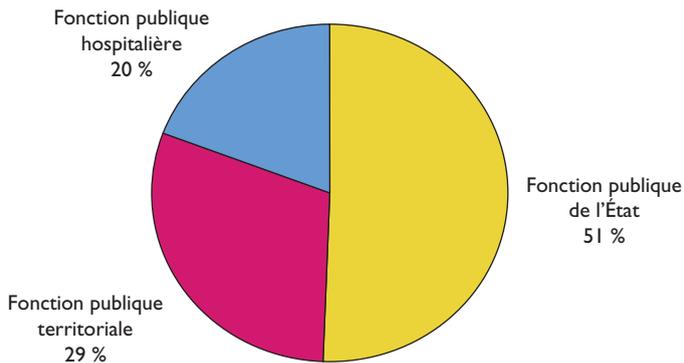
(2) Caisses nationales de Sécurité sociale (AcoSS, CNAMTS, Cnaf, CNAVTS) et centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale (Cness).

(3) Autres organismes : organismes de droit public non qualifiés d'établissements publics (Institut franco-allemand de recherches et Institut de gestion sociale des armées) et ASA (associations syndicales autorisées).

I Les trois fonctions publiques

I.1 Effectifs des trois fonctions publiques

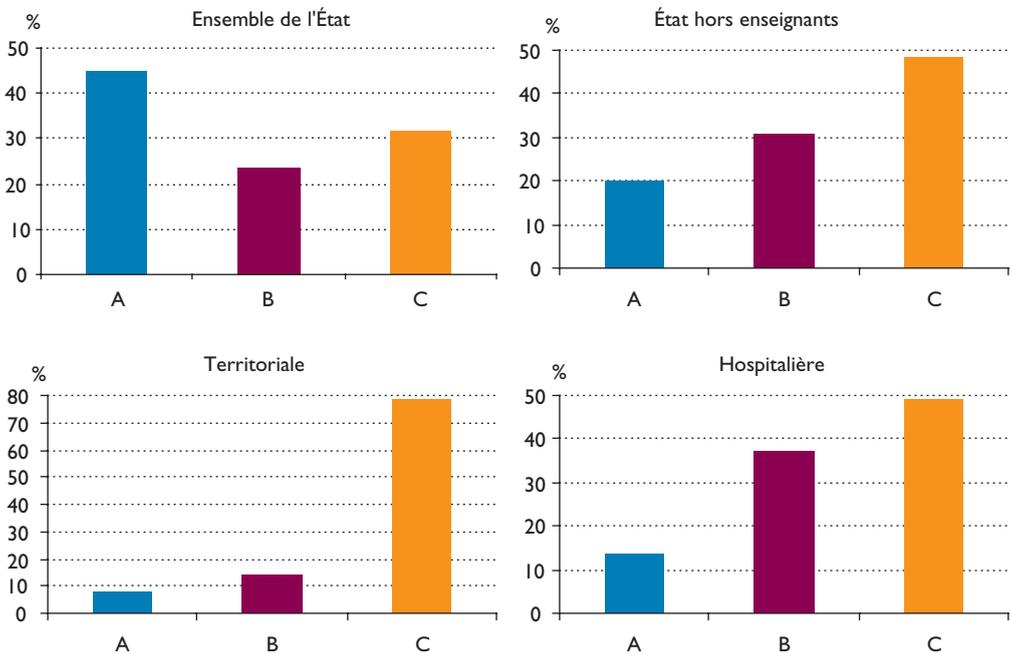
Graphique I-1 : Répartition des effectifs entre les trois fonctions publiques



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

Graphique I-2 : Répartition par catégorie hiérarchique dans chacune des trois fonctions publiques



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

Résultats provisoires.

Les trois fonctions publiques I

Effectifs des trois fonctions publiques I.1

Tableau I-3 : Répartition par catégorie hiérarchique des effectifs des trois fonctions publiques au 31 décembre 2003

	Catégorie A (en %)	Catégorie B (en %)	Catégorie C (en %)	Total
Ministères				
Titulaires civils	53,3	16,3	30,4	1 748 010
<i>dont enseignants</i>	89,8	10,2	—	844 572
<i>dont non enseignants</i>	19,2	22,1	58,7	903 438
Non-titulaires	41,2	31,9	26,9	184 401
<i>dont enseignants</i>	87,7	12,3	—	47 637
<i>dont non enseignants</i>	25,0	38,7	36,3	136 764
Ouvriers d'État	—	11,3	88,6	54 863
Total agents civils	50,7	17,6	31,7	1 987 274
<i>dont enseignants</i>	89,7	10,3	—	892 209
<i>dont non enseignants</i>	18,9	23,6	57,4	1 095 065
Militaires	12,6	58,9	28,5	326 156
Total	45,3	23,5	31,2	2 313 430
<i>dont enseignants</i>	89,7	10,3	—	892 209
<i>dont non enseignants</i>	17,5	31,7	50,8	1 421 221
EPA à recrutement de droit public				
Titulaires et militaires	52,9	20,4	26,6	84 774
Non-titulaires	28,5	31,1	40,5	144 061
Ouvriers d'État	0,4	5,6	94,0	1 086
Total	37,3	27,0	35,6	229 921
Fonction publique de l'État				
Titulaires et militaires	47,1	22,9	29,9	2 158 940
Non-titulaires	35,6	31,5	32,9	328 462
Ouvriers d'État	0,1	11,2	88,7	55 949
Total FPE	44,6	23,8	31,6	2 543 351
Fonction publique territoriale (1)				
Titulaires	7,2	14,1	78,7	1 157 333
Non-titulaires	11,9	15,3	72,8	309 319
Assistants maternelles	—	—	100,0	55 491
Total FPT	7,9	13,8	78,3	1 522 143
Fonction publique hospitalière (2)				
Titulaires	3,8	43,1	53,1	742 052
Non-titulaires	7,3	28,5	64,2	130 135
Médecins	100,0	—	—	94 153
Total FPH	13,8	37,1	49,1	966 340
FPE + FPT + FPH				
Titulaires et militaires	27,8	24,1	48,1	4 058 325
Non-titulaires	21,3	24,5	54,3	767 916
Ouvriers d'État	0,1	11,2	88,7	55 949
Assistants maternelles	—	—	100,0	55 491
Médecins	100,0	—	—	94 153
Ensemble	27,6	23,3	49,1	5 031 834
Ensemble hors enseignants des ministères	14,2	26,1	59,7	4 139 625

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

Résultats provisoires.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Emplois principaux.

Les enseignants sont définis *stricto sensu* (hors directeurs d'établissement, inspecteurs).

(1) Répartition par catégories de tous les emplois, principaux et secondaires, appliquée aux emplois principaux.

(2) Répartition par catégorie observée en 2002.

I Les trois fonctions publiques

I.1 Effectifs des trois fonctions publiques

Tableau I-4 : Pourcentage de femmes dans la fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière en 2003

	Ministères	EPA	Fonction publique de l'État	Fonction publique territoriale	Fonction publique hospitalière	Trois fonctions publiques
Titulaires	57,5	49,9	57,2	56,8	79,6	61,5
Non-titulaires	57,1	58,9	57,9	68,7	80,1	66,0
Militaires	11,7	22,0	11,7			11,7
Ouvriers d'État	14,3	31,0	14,6			14,6
Médecins (1)					39,8	39,8
Assistantes maternelles				98,1		98,1
Total	50,0	55,4	50,5	60,7	75,8	58,5
Total hors militaires	56,3	55,4	56,2	60,7	75,8	61,7

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

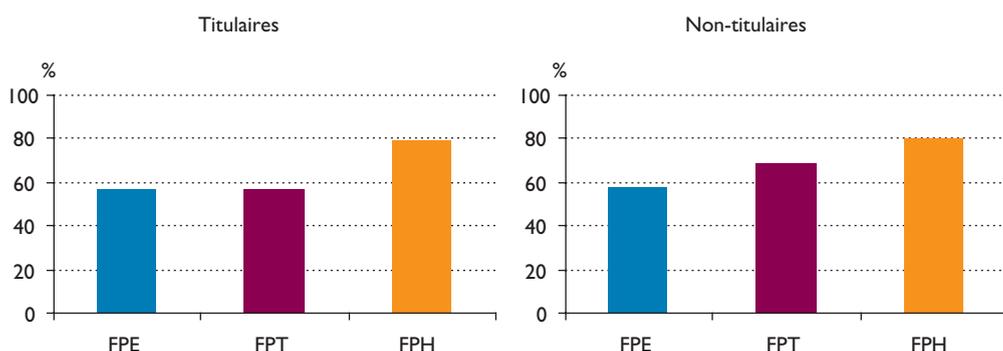
Résultats provisoires.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Emplois principaux.

(1) Pourcentage de femmes observé en 2002.

Graphique I-3 : Part des femmes titulaires ou non-titulaires dans les trois fonctions publiques



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : fichier de paie des agents de l'État au 31 décembre 2001, enquête sur l'emploi de mars 2001 (Insee), CNRACL.

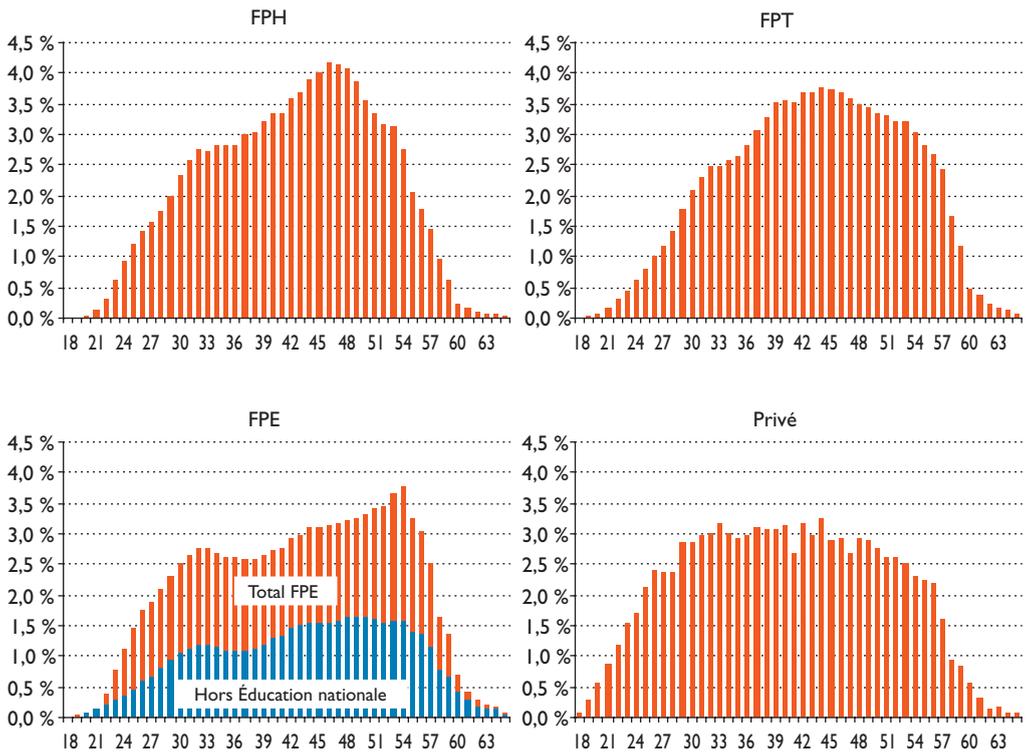
CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Emplois principaux.

Les trois fonctions publiques I

Effectifs des trois fonctions publiques I.1

Graphique I-4 : Pyramides des âges de la fonction publique et du secteur privé



DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Insee, exploitation des fichiers de paie et enquête sur l'emploi, CNRACL.

CHAMP :

FPE : titulaires civils des ministères civils au 31 décembre 2003, hors emplois aidés.

FPT et FPH : titulaires affiliés à la CNRACL au 31 décembre 2003.

Privé : salariés des entreprises privées en mars 2003, hors CDD, apprentis, intérim, stagiaires et emplois aidés.

I Les trois fonctions publiques

I.1 Effectifs des trois fonctions publiques

Tableau I-5 : Répartition par région des effectifs au 31 décembre 2003 (1)

	Fonction publique de l'État	Fonction publique territoriale	Fonction publique hospitalière (au 31/12/2002)	Total des trois fonctions publiques	Population au 31/12/2003 en milliers	Part d'emploi public pour 1 000 habitants
Alsace	68 255	32 168	29 869	130 292	1 793	72,7
Aquitaine	118 938	74 643	41 938	235 519	3 049	77,2
Auvergne	52 201	30 860	24 013	107 074	1 327	80,7
Basse-Normandie	51 152	32 748	25 985	109 885	1 443	76,2
Bourgogne	61 535	35 094	27 869	124 498	1 616	77,0
Bretagne	120 185	67 760	47 345	235 290	3 011	78,1
Centre	93 254	56 378	39 657	189 289	2 480	76,3
Champagne-Ardenne	60 597	25 349	23 604	109 550	1 330	82,4
Corse	13 305	8 108	3 657	25 070	272	92,2
Franche-Comté	47 183	24 391	19 300	90 874	1 133	80,2
Haute-Normandie	60 061	44 281	26 230	130 572	1 805	72,3
Île-de-France	568 627	341 314	170 113	1 080 054	11 264	95,9
Languedoc-Roussillon	91 166	63 107	32 102	186 375	2 458	75,8
Limousin	29 595	18 252	15 387	63 234	712	88,8
Lorraine	108 114	42 447	36 089	186 650	2 329	80,1
Midi-Pyrénées	108 513	65 910	37 069	211 492	2 687	78,7
Nord-Pas-de-Calais	133 237	90 192	56 275	279 704	4 026	69,5
Pays de la Loire	96 759	73 270	51 496	221 525	3 344	66,2
Picardie	65 031	37 336	30 348	132 715	1 875	70,8
Poitou-Charentes	65 097	42 154	25 782	133 033	1 687	78,9
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	201 074	132 513	61 958	395 545	4 666	84,8
Rhône-Alpes	201 504	132 413	87 139	421 056	5 893	71,5
Total métropole	2 415 383	1 470 688	913 223	4 799 294	60 200	79,7
Guadeloupe	16 731	13 384	5 166	35 281	443	79,6
Martinique	15 580	12 976	6 709	35 265	393	89,7
Guyane	8 466	5 030	1 522	15 018	185	81,2
Réunion	27 282	19 831	6 337	53 450	763	70,1
DOM SAI (Défense)	4 717			4 717		
Total Dom	72 776	51 221	19 734	143 731	1 784	80,6
Métropole et Dom	2 488 159	1 521 909	932 957	4 943 025	61 984	79,7
Collectivités d'Outre-mer (2)	18 256	234		18 490		
Étranger	36 936			36 936		
Total fonction publique	2 543 351	1 522 143	932 957	4 998 451		

DGAPP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

Résultats provisoires.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes). Emplois principaux.

Y compris EPA nationaux, locaux maisons de retraites publiques.

(1) Les effectifs de ce tableau sont différents de ceux figurant dans la partie I-5 qui comprennent, pour leur part, les bénéficiaires d'emplois aidés et l'enseignement privé sous contrat et portent sur la situation au 31 décembre 2002.

(2) Pour la FPT n'est prise en compte que la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les trois fonctions publiques I

Effectifs des trois fonctions publiques I.1

Tableau I-6 : Bénéficiaires d'emplois aidés au 31 décembre 2003 et au 31 décembre 2004

	Effectifs au 31 décembre 2003			Effectifs au 31 décembre 2004 (provisaires)		
	CES, CEC	Emplois jeunes	Total bénéficiaires d'emplois aidés	CES, CEC, CEV	Emplois jeunes	Total bénéficiaires d'emplois aidés
Police nationale (1)		11 500	11 500		10 200	10 200
Justice (1)		1 500	1 500		1 200	1 200
Collectivités territoriales (hors associations) (2)	69 800	29 300	99 100	56 800	16 900	73 700
EPA nationaux ou locaux (2)	11 800	5 700	17 500	9 200	3 200	2 400
Epic nationaux ou locaux (3)	1 600	2 000	3 600	1 400	1 000	2 400
Établissements publics d'enseignement (4)	43 400	29 800	73 200	32 600	15 700	48 300
Établissements publics de santé (5)	21 900	4 300	26 200	18 000	2 300	20 300
Ensemble de la fonction publique	148 500	84 100	232 600	118 000	50 500	168 500
Associations, mutuelles, autres	107 700	69 100	176 800	96 100	54 700	150 800
Total secteur non marchand	256 200	153 200	409 400	214 100	105 200	319 300

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : *Emplois jeunes* : Dares, ministère de l'Éducation nationale, ministère de l'Intérieur, ministère de la Justice, Insee.

(1) 2003 : source fichier de paie Insee ; 2004 : source ministère calée sur fichier de paie 2003.

(2) Une forte proportion de bénéficiaires d'emplois aidés des EPA locaux est déclarée en collectivités territoriales.

(3) Y compris entreprises publiques constituées en Epic (EDF, RATP, SNCF, La Poste...).

(4) Parmi les emplois jeunes des établissements publics d'enseignement, on compte 28 200 aides éducateurs en 2003 et 14 800 en 2004 employés dans les établissements publics et privés du premier et deuxième degré du ministère de l'Éducation nationale.

(5) Y compris les hôpitaux privés participant au service public hospitalier.

I Les trois fonctions publiques

I.2 Fonction publique de l'État

Au 31 décembre 2003, la fonction publique de l'État rémunère, hors emplois aidés, 2,543 millions d'agents : 91 % appartiennent à des ministères (2,313 millions) et 9 % à des EPN à caractère administratif (229 900). Les effectifs des ministères ont diminué entre 2002 et 2003 tandis que ceux des établissements publics ont augmenté. Les effectifs des ministères et de leurs établissements publics, globalement, sont restés stables entre 2002 et 2003 (+ 0,5 %). Les emplois aidés font l'objet d'un dénombrement spécifique (voir tableau I-6). Ils ne figurent pas ici dans le décompte des agents de la fonction publique de l'État. Avec ces emplois aidés, ministères et établissements publics réunis connaissent une baisse de leurs effectifs de 0,4 % par rapport à 2002. Entre 2002 et 2003, les effectifs des ministères ont baissé de 4 700 personnes. Cette baisse touche en particulier les non-titulaires, dont l'effectif diminue de 14 400 personnes (- 7,2 %). Elle s'explique par la suppression de 13 200 postes de maîtres d'internat et surveillants d'externat. Simultanément, dans les ministères, le nombre de titulaires ne s'accroît que de 0,5 %, progression la plus faible depuis plusieurs années. **Pour la première fois en 2003, le nombre total d'agents des ministères diminue : - 0,2 % par rapport à 2002.**

Les effectifs des établissements publics comptabilisés dans ce rapport ont augmenté, pour leur

part, de 17 400 entre 2002 et 2003 (+ 8,2 %), du fait de la création de 16 100 postes d'assistants d'éducation affectés aux budgets des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) en 2003 dans le cadre d'un nouveau dispositif d'aide à l'emploi. Ils sont appelés à remplacer progressivement à la fois les maîtres d'internat et surveillants d'externat et les adjoints d'éducation du programme « nouveaux emplois-nouveaux services », dont 26 000 sont sortis du dispositif en 2003. Ce dispositif modifie la répartition des effectifs entre l'État et les établissements publics : les maîtres d'internat et les surveillants d'externat figurent au tableau des effectifs de l'État alors que les assistants d'éducation et ce qu'il reste d'adjoints d'éducation sont gérés par les établissements d'enseignement et figurent donc aux effectifs des EPA. **Hors EPLE, les effectifs des établissements publics nationaux administratifs baissent de 0,5 %.**

La fonction publique de l'État emploie des emplois jeunes dans la Police nationale, au ministère de la Justice et dans les établissements d'enseignement, et des bénéficiaires de contrats emploi-solidarité et de contrats emploi consolidé dans les établissements publics. Entre 2002 et 2003, leur nombre a baissé de 25 % environ.

III Définitions et méthodes

Sont définis comme agents des établissements publics nationaux les agents rémunérés sur le budget propre de ces établissements. Dans certains cas, le budget de l'établissement public ne rémunère qu'une très faible partie des agents, pour des prestations ponctuelles, des vacances... C'est le cas de la plupart des établissements publics d'enseignement supérieur, des universités et des établissements d'enseignement secondaire relevant du ministère de l'Éducation ou de l'Agriculture. Les personnels statutaires, enseignants ou administratifs, rémunérés sur le budget de l'État, figurent, en revanche, au tableau des effectifs des ministères.

Les personnels statutaires enseignants et administratifs des EPLE secondaires relevant du ministère de l'Éducation nationale et ceux des lycées d'enseignement technique agricole étant comptés en agents de l'État (des ministères), les agents non-titulaires rémunérés sur le budget propre de ces EPLE figurent, par symétrie, parmi les effectifs des établissements publics nationaux et non locaux. L'imputation de la rémunération soit au budget de l'État ou au budget des EPLE, les personnels figurent tous parmi ceux de la fonction publique de l'État. Les « assistants d'éducation », contractuels de droit public recrutés par les EPLE depuis le dispositif d'aide à l'emploi en 2003 en font partie.

Pour plus d'informations

- « Les agents de l'État au 31 décembre 2003 », D. Quarré et A. Pauron, *Insee Première*, n° 1034, juillet 2005.
- Loi n° 2003-400 du 30 avril 2003 relative aux assistants d'éducation.

Les trois fonctions publiques I

Fonction publique de l'État I.2

Tableau I-7 : Effectifs de la fonction publique de l'État, ministères et établissements publics 2002 et 2003

	2002					2003				
	Effectifs au 31/12/2002	% de femmes	% par statut			Effectifs au 31/12/2003	% de femmes	% par statut		
Titulaires et militaires			Ouvriers d'État	Non-titulaires	Titulaires et militaires			Ouvriers d'État	Non-titulaires	
Ministères civils	1 899 485	57,1	89,3	0,7	10,0	1 892 280	57,3	90,1	0,6	9,3
Défense	418 633	16,7	87,6	10,5	1,9	421 150	17,4	87,6	10,3	2,1
Tous ministères	2 318 118	49,8	89,0	2,4	8,6	2 313 430	50,0	89,6	2,4	8,0
EPA à recrutement de droit public	212 526	55,6	37,0	0,8	62,2	229 921	55,4	36,9	0,5	62,7
Total fonction publique de l'État	2 530 644	50,3	84,6	2,3	13,1	2 543 351	50,5	84,9	2,2	12,9
EPA à recrutement de droit privé (1)	15 900	74,9	0,5	0,0	99,5	15 662	74,7	3,1	0,1	96,8
Epic hors entreprises publiques	58 870	38,8	14,5	0,0	85,5	59 866	38,9	17,4	0,0	82,5
GIP et autres organismes (2)	4 351	53,6	4,8	0,6	94,6	4 772	53,8	6,8	0,0	93,2
Ministères, établissements publics et autres organismes	2 609 765	50,2	82,4	2,2	15,4	2 623 651	49,6	81,5	2,1	14,9
La Poste (3)	289 614	47,5	74,5	0,0	25,5	286 140	48,1	72,3	0,0	27,7
Enseignants de l'enseignement privé sous contrat (4)	152 288	73,1	1,0	0,0	99,0	153 830	73,1	1,0	0,0	99,0

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Résultats provisoires pour 2003.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Emplois principaux.

Métropole, Dom-Tom, étranger.

(1) Caisses nationales de Sécurité sociale (Acos, CNAMTS, CNAF, CNAVTS) et Centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale (Cness).

(2) Autres organismes : organismes de droit public non qualifiés d'établissements publics (Institut franco-allemand de recherches et Institut de gestion sociale des armées).

(3) Exploitant public.

(4) Les enseignants de l'enseignement privé sous contrat sont payés par l'État.

I Les trois fonctions publiques

I.2 Fonction publique de l'État

Tableau I-8 : Répartition des effectifs de la fonction publique de l'État entre ministères et EPA au 31 décembre 2003 (en %)

	Part des effectifs dans les ministères	Part des effectifs dans les EPA	Dont part des EPA en situation dérogatoire (1)
Affaires étrangères	59,8	40,2	0,0
Agriculture	61,0	39,0	5,0
Culture	59,0	41,0	10,0
Défense	98,8	1,2	0,4
Économie et finances	94,6	5,4	1,5
Éducation nationale	96,4	3,6	0,0
Emploi et solidarité	44,3	55,7	39,0
Enseignement supérieur	66,4	33,6	7,1
Équipement	89,9	10,1	3,7
Intérieur	99,7	0,3	0,0
Jeunesse et sports	78,5	21,5	0,0
Justice	98,5	1,5	0,0
Outre-mer	100,0	0,0	0,0
Recherche	100,0	0,0	0,0
Services du Premier ministre	66,4	33,6	3,5
Total	91,0	9,0	2,2

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee.

Résultats provisoires.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

(1) EPA dans lequel le statut normal de recrutement est celui de non-titulaire.

Les trois fonctions publiques I

Fonction publique de l'État I.2

Tableau I-9 : Effectifs des établissements publics nationaux et autres organismes publics au 31 décembre 2003 par catégorie

	Statut	A	B	C	Non renseignée	Total	% de femmes
EPA nationaux à recrutement de droit public (1)	Titulaires	44 856	17 331	22 587		84 774	49,9
	Non-titulaires	41 017	44 810	40 450	18 870	145 147	58,7
	Total	85 873	62 141	63 037	18 870	229 921	55,4
	% de femmes	43,1	63,7	62,7			
EPA nationaux à recrutement de droit privé (2)	Titulaires	158	32	298		488	73,4
	Non-titulaires	5 541	2 882	6 740	11	15 174	74,7
	Total	5 699	2 914	7 038	11	15 662	74,7
	% de femmes	54,7	80,8	88,3			
Epic nationaux hors entreprises publiques	Titulaires	2 010	2 892	5 533		10 435	34,8
	Non-titulaires	21 789	13 964	12 878	800	49 431	39,7
	Total	23 799	16 856	18 411	800	59 866	38,9
	% de femmes	31,2	53,1	35,7			
Total EPN	Titulaires	47 024	20 255	28 418		95 697	48,4
	Non-titulaires	68 347	61 656	60 068	19 681	209 752	55,4
	Total	115 371	81 911	88 486	19 681	305 449	53,2
	% de femmes	41,3	62,1	59,1			
GIP	Titulaires	125	43	90		258	53,5
	Non-titulaires	1 254	1 023	373	116	2 766	55,0
	Total	1 379	1 066	463	116	3 024	54,8
	% de femmes	53,1	53,7	63,7			
Autres organismes (3)	Titulaires	16	36	14		66	13,6
	Non-titulaires	332	411	936	3	1 682	53,4
	Total	348	447	950	3	1 748	51,9
	% de femmes	25,3	57,3	59,3			

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Résultats provisoires.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Emplois principaux.

(1) Hors agents payés par l'État, notamment dans les établissements supérieurs d'enseignement (universités par exemple), y compris les agents des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) de l'Éducation nationale et les EPL de l'enseignement agricole recrutés sur ressources propres, y compris les élèves fonctionnaires rémunérés sur le budget de l'établissement durant leur formation (Ira, Ena, École nationale de la magistrature).

(2) Caisses nationales de Sécurité sociale (Acos, CNAMTS, CNAF, CNAVTS) et Centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale.

(3) Organismes de droit public non qualifiés d'établissements publics (Institut franco-allemand de recherches et Institut de gestion sociale des armées).

I Les trois fonctions publiques

I.2 Fonction publique de l'État

Tableau I-10 : Établissements publics nationaux à caractère administratif au 31 décembre 2003 (1^{re} partie)

	Total	% de titulaires	% de femmes
Académie de France à Rome	7	14,3	28,6
Académie des sciences d'Outre-mer	8	0,0	62,5
Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos)	510	3,3	52,2
Agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole (ex Acofa)	156	5,1	48,1
Agence de maîtrise d'ouvrage des travaux du ministère de la justice	56	21,4	50,0
Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSPS)	966	22,7	72,4
Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (Anaes)	864	3,6	47,7
Agence nationale des fréquences	325	61,5	35,4
Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah)	61	57,4	44,3
Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact)	83	8,4	59,0
Agence nationale pour l'emploi (ANPE)	22 579	0,9	71,1
Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'Outre-mer (Anifom)	62	83,9	64,5
Agence pour l'enseignement français à l'étranger	8 989	78,6	56,6
Agences de l'eau	1 900	10,6	50,9
Bibliothèque nationale de France (BNF)	924	0,0	55,1
Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg	10	0,0	70,0
Caisse d'amortissement de la dette sociale	12	16,7	25,0
Caisse des dépôts et consignations (CDC) et autres EPN du groupe CDC	6 220	76,5	63,2
Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf)	365	3,3	63,3
Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés et Fonds de financement de la protection complémentaire de la CMU	10 442	3,8	77,3
Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés et Fonds de solidarité vieillesse	3 873	1,0	76,3
Caisse nationale militaire de Sécurité sociale (CNMSS)	1 290	95,0	66,1
Centre de Sécurité sociale des travailleurs migrants	152	18,4	73,0
Centre des monuments nationaux	941	4,8	66,0
Centre d'études de l'emploi (CEE)	83	37,3	57,8
Centre d'études du milieu et de pédagogie appliquée (Agriculture)	9	22,2	77,8
Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq)			
et Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep)	729	74,1	70,9
Centre d'expérimentation pédagogique de Florac	33	57,6	57,6
Centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts	814	56,1	66,6
Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (CNAC) y compris Bibliothèque publique d'information (BPI)	1 356	14,4	50,7
Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et centres régionaux de documentation pédagogique (CRDP)	2 130	68,9	57,4
Centre national de la cinématographie française (CNC)	488	27,5	61,3
Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et Observatoire de la Côte-d'Azur	29 536	85,5	42,9
Centre national de promotion rurale de Marmilhat	165	10,9	50,3
Centre national d'enseignement à distance (Cned)	1 558	56,6	65,7
Centre national des œuvres universitaires et scolaires (Cnous)	82	47,6	37,8

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Résultats provisoires.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Effectifs rémunérés sur le budget propre des établissements publics.

Les personnes payées par l'État exerçant dans les EPA, notamment dans les établissements d'enseignement supérieur, ne figurent pas ici mais dans les effectifs de l'Etat.

Y compris les EPA à recrutement de droit privé (Acos, CNAMTS, CNAF, CNAVTS, Centre national d'études supérieures de Sécurité sociale).

Y compris les agents sur ressources propres des EPLE de l'Éducation nationale et les EPLE de l'Enseignement agricole.

Y compris les élèves fonctionnaires rémunérés sur le budget de l'établissement durant leur formation (Ira, Ena, École nationale de la magistrature...).

Les trois fonctions publiques I

Fonction publique de l'État 1.2

Tableau I-10 : Établissements publics nationaux à caractère administratif au 31 décembre 2003 (2^e partie)

	Total	% de titulaires	% de femmes
Centre national d'études supérieures de Sécurité sociale (Cnesss)	472	5,3	34,5
Centre national du livre	70	14,3	61,4
Centre national du machinisme agricole du génie rural des eaux et des forêts (Cemagref)	847	67,7	37,9
Centre national études agronomiques des régions chaudes	133	7,5	45,1
Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (Cnasea)	2 194	1,2	69,5
Centres régionaux de la propriété forestière (CRPF)	543	9,9	28,9
Centres d'éducation populaire et de sports y compris centres régionaux d'Antibes et d'Île-de-France	1 754	3,5	33,5
Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous)	15 079	21,7	59,3
Chambre nationale de la batellerie artisanale	—	50,0	100,0
Chancelleries d'université	8	37,5	37,5
Collège de France	9	0,0	44,4
Commission des opérations de bourse (Cob)	276	25,4	51,4
Conseil supérieur de la pêche	828	78,7	14,0
Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	81	35,8	56,8
Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)	643	16,6	51,5
Conservatoires nationaux supérieurs de musique et de danse et École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre	1 289	6,3	39,6
École nationale d'administration (Ena)	651	83,7	44,7
École nationale de formation agronomique de Toulouse	25	20,0	60,0
École nationale de la magistrature (ENM)	778	90,7	65,7
École nationale de la santé publique (ENSP)	931	60,7	58,9
École nationale de l'aviation civile (Enac)	198	1,5	43,9
École nationale de ski et d'alpinisme	2	0,0	100,0
École nationale de voile	4	0,0	50,0
École nationale d'équitation	162	31,5	19,8
École nationale des Chartes	17	0,0	58,8
École nationale des Ponts et Chaussées	430	46,3	44,2
École nationale du génie rural, des eaux et forêts (Engref)	15	26,7	66,7
École nationale du patrimoine	40	0,0	62,5
École nationale supérieure des arts décoratifs	305	0,0	36,4
École nationale supérieure des arts et métier	434	1,2	28,1
École nationale supérieure des Beaux-arts	16	6,3	25,0
École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques	31	19,4	71,0
École polytechnique	874	30,3	41,4
École pratique des hautes études	148	0,0	63,5
Écoles d'architecture	923	1,4	39,8
Écoles d'ingénieurs des travaux agricoles et assimilées	826	4,8	35,2

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Résultats provisoires.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Effectifs rémunérés sur le budget propre des établissements publics.

Les personnes payées par l'État exerçant dans les EPA, notamment dans les établissements d'enseignement supérieur, ne figurent pas ici mais dans les effectifs de l'État.

Y compris les EPA à recrutement de droit privé (Acoss, CNAMTS, CNAF, CNAVTS, Centre national d'études supérieures de Sécurité sociale).

Y compris les agents sur ressources propres des EPLE de l'Éducation nationale et les EPLE de l'Enseignement agricole.

Y compris les élèves fonctionnaires rémunérés sur le budget de l'établissement durant leur formation (Ira, Ena, École nationale de la magistrature...).

I Les trois fonctions publiques

I.2 Fonction publique de l'État

Tableau I-10 : Établissements publics nationaux à caractère administratif au 31 décembre 2003 (3^e partie)

	Total	% de titulaires	% de femmes
Écoles d'ingénieurs et assimilées	1 297	1,3	40,6
Écoles nationales de la marine marchande (ENMM)	147	1,4	23,1
Écoles nationales supérieures des mines (Paris, Saint-Étienne)	347	2,9	29,7
Écoles nationales supérieures des techniques industrielles et des mines (Albi, Alès, Douai, Nantes)	221	0,9	38,9
Écoles nationales supérieures d'ingénieurs du ministère de la Défense	846	29,3	34,5
Écoles nationales supérieures du paysage	83	2,4	44,6
Écoles nationales vétérinaires	1 712	34,2	57,6
Écoles normales supérieures (ENS) (Cachan, lettres et des sciences humaines, Lyon, Ulm)	333	1,2	49,8
Écoles supérieures d'ingénieurs agricoles et assimilées	150	12,0	52,7
Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense	3	33,3	66,7
Établissement français des greffes	133	9,0	74,4
Établissement national d'enseignement supérieur agronomique de Dijon (Enesad)	131	19,1	50,4
Établissement national des invalides de la marine (Enim)	512	73,0	75,4
Établissement public de maîtrise d'ouvrages des travaux culturels	85	20,0	60,0
Établissement public de santé national de Fresnes	267	52,1	70,8
Établissement public du musée du quai Branly	160	7,5	66,9
Établissement public du musée et du domaine national de Versailles	354	0,6	54,0
Établissements d'enseignement du second degré	35 440	0,3	64,7
Établissement public du musée du Louvre	2 712	45,4	58,0
Fondations Carnegie et Singer-Polignac	17	0,0	35,3
Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (Fas)	305	6,6	75,7
Fonds de solidarité	12	33,3	58,3
Fonds national de promotion et de communication de l'artisanat et Fonds de répartition des ressources affectées aux fonds d'assurance-formation	—	0,0	100,0
Grands établissements à l'étranger (Athènes, Extrême-Orient, Archéologie orientale, Rome, Velazquez)	385	37,1	39,5
Groupe des écoles des télécommunications (Paris, Brest, Evry)	1 218	18,0	40,2
Institut de France	388	6,7	47,2
Institut de recherche pour le développement (IRD ex Orstom)	3 536	49,6	31,8
Institut de veille sanitaire	268	9,0	70,1
Institut des hautes études de défense nationale	9	22,2	33,3
Institut français de l'environnement (Ifen)	60	46,7	53,3
Institut géographique national (IGN)	1 841	55,1	39,3
Institut national agronomique de Paris-Grignon	97	18,6	63,9
Institut national de formation des personnels du ministère de l'agriculture	84	0,0	19,0
Institut national de la jeunesse et d'éducation populaire	33	0,0	72,7
Institut national de la propriété industrielle (Inpi)	814	2,1	60,9
Institut national de la recherche agronomique (Inra)	9 663	82,6	47,5
Institut national de la recherche pédagogique (INRP) et centre intern. d'études pédagogiques (CIEP)	488	58,0	58,6
Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm)	6 310	85,1	63,1
Institut national de recherche en informatique et en automatisme (Inria)	1 632	58,8	34,6
Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (Inrets)	541	76,3	40,7

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Résultats provisoires.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Effectifs rémunérés sur le budget propre des établissements publics.

Les personnes payées par l'État exerçant dans les EPA, notamment dans les établissements d'enseignement supérieur, ne figurent pas ici mais dans les effectifs de l'État.

Y compris les EPA à recrutement de droit privé (Acos, CNAMTS, CNAF, CNAVTS, Centre national d'études supérieures de Sécurité sociale).

Y compris les agents sur ressources propres des EPLE de l'Éducation nationale et les EPLE de l'Enseignement agricole.

Y compris les élèves fonctionnaires rémunérés sur le budget de l'établissement durant leur formation (Ira, Ena, École nationale de la magistrature...).

Les trois fonctions publiques I

Fonction publique de l'État I.2

Tableau I-10 : Établissements publics nationaux à caractère administratif au 31 décembre 2003 (4^e et dernière partie)

	Total	% de titulaires	% de femmes
Institut national des appellations d'origine (Inao)	290	1,7	59,3
Institut national des langues et des civilisations orientales (Inalco)	38	0,0	55,3
Institut national des sports et de l'éducation physique (Insep)	110	0,9	39,1
Institut national d'études de la sécurité civile	421	0,0	7,1
Institut national d'études démographiques (Ined)	191	74,3	70,2
Institution nationale des invalides	400	76,5	60,3
Instituts d'études politiques (IEP)	139	2,2	66,2
Instituts nationaux des jeunes aveugles, des jeunes sourds	900	47,9	64,9
Instituts nationaux des sciences appliquées (Insa) (Lyon, Rennes, Rouen, Toulouse)	431	10,2	53,6
Instituts nationaux polytechniques (INP) (Grenoble, Nancy, Toulouse)	625	4,2	59,7
Instituts régionaux d'administration (Ira)	970	76,3	49,3
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	725	3,3	70,8
Inventaire forestier national	35	37,1	28,6
Laboratoire central des Ponts et Chaussées	620	70,6	31,0
Les haras nationaux	675	84,7	21,6
Lycée d'enseignement maritime et aquacole	22	4,5	36,4
Lycées d'enseignement technique agricole	6 952	21,7	54,8
Masse des douanes	—	0,0	50,0
Météo France	3 155	95,5	21,5
Musée de la marine	106	12,3	55,7
Musée de l'air et de l'espace	87	0,0	33,3
Musée de l'armée	123	39,8	43,9
Musées Henner, Moreau, Rodin	61	49,2	59,0
Muséum national d'histoire naturelle	464	11,2	56,7
Observatoire de Paris et Institut de physique du globe	25	0,0	24,0
Office de protection contre les rayonnements ionisants	187	18,2	57,2
Office des migrations internationales (Omi)	627	11,0	71,0
Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra)	622	54,3	64,0
Office national de la chasse (ONC)	2 012	66,91	7,30
Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG)	1 466	83,2	66,3
Office universitaire et culturel pour l'Algérie (Ouca)	31	3,2	9,7
Palais de la Découverte	342	35,7	48,0
Parcs nationaux	517	56,7	36,4
Syndicat des transports d'Île-de-France	114	11,4	55,3
Thermes nationaux d'Aix-les-Bains	376	75,8	63,3
Universités, IAE	20 268	10,0	61,3
Total	245 583	34,7	56,7

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Résultats provisoires.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Effectifs rémunérés sur le budget propre des établissements publics.

Les personnes payées par l'État exerçant dans les EPA, notamment dans les établissements d'enseignement supérieur, ne figurent pas ici mais dans les effectifs de l'État.

Y compris les EPA à recrutement de droit privé (Acos, CNAMTS, CNAF, CNAVTS, Centre national d'études supérieures de Sécurité sociale).

Y compris les agents sur ressources propres des EPLE de l'Éducation nationale et les EPLE de l'Enseignement agricole.

Y compris les élèves fonctionnaires rémunérés sur le budget de l'établissement durant leur formation (Ira, Ena, École nationale de la magistrature...).

I Les trois fonctions publiques

I.2 Fonction publique de l'État

Tableau I-11 : Établissements publics nationaux à caractère industriel ou commercial au 31 décembre 2003

	Total	% de titulaires	% de femmes
Agence de développement rural et d'aménagement foncier de Nouvelle-Calédonie	24	12,5	50,0
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe)	1 124	11,5	54,5
Agence française des investissements internationaux	77	2,6	37,7
Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar)	468	3,6	62,6
Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra)	394	8,6	42,6
Agence nationale pour la part des employeurs à l'effort de construction (Anpeec)	47	40,4	46,8
Agence nationale pour les châteaux de France	170	2,9	63,5
Caisse française de développement (ex CCCE)	1 377	11,0	42,8
Centre de coopération internationale en recherche agronomique (Cirad)	1 854	9,8	39,8
Centre français du commerce extérieur (CFCE)	446	8,5	70,6
Centre national des arts plastiques (Cnap) et École nationale supérieure de création industrielle	51	2,0	49,0
Centre national d'études spatiales (Cnes)	2 638	14,7	34,3
Cité de la musique	257	15,6	51,8
Cité des sciences et de l'industrie (CSI) et établissement public du parc de la Grande Halle de la Villette	997	6,8	53,5
Comédie-Française	408	91,4	43,1
Commissariat à l'énergie atomique (CEA)	18 275	2,8	29,7
École nationale supérieure des métiers de l'image et du son	81	7,4	49,4
EPN d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux	19	15,8	42,1
Établissement français du sang	7 150	3,1	74,5
Établissement public du parc et de la Grande Halle de la Villette	248	8,5	49,6
Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre	78	5,1	61,5
Institut d'émission des départements d'Outre-mer (ledom)	138	21,7	63,8
Institut d'émission d'Outre-mer (IEOM)	64	0,0	70,3
Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer)	1 331	8,0	40,0
Institut national de la consommation (INC)	74	6,8	62,2
Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris)	518	24,9	39,4
Laboratoire national d'essais (LNE)	657	3,7	38,1
Office de développement de l'économie agricole dans les DOM (Odeadom)	38	7,9	52,6
Office national des forêts (ONF)	11 026	62,3	17,0
Office national d'études et de recherches aérospatiales (Onera)	1 943	7,7	22,3
Office national interprofessionnel des céréales (Onic)	718	90,5	53,5
Office national interprofessionnel des fruits des légumes et de l'horticulture (Oniflhor)	159	2,5	66,0
Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles	106	2,8	60,4
Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales (Onipam)	11	18,2	54,5
Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (Onipma)	61	4,9	44,3
Office national interprofessionnel des viandes de l'élevage et de l'aviculture (Onivea)	333	3,9	50,8
Office national interprofessionnel des vins (Onivin)	367	1,6	61,9

Tableau I-11 : Établissements publics nationaux à caractère industriel ou commercial au 31 décembre 2003 (suite)

Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (Onilait)	339	2,4	58,4
Opéra national de Paris et Centre national de la danse	1 713	1,2	39,6
Réunion des musées nationaux (RMN)	1 457	2,7	68,6
Théâtres nationaux	567	2,5	42,0
Union des groupements d'achat public (Ugap)	823	7,9	59,7
Voies navigables de France	347	11,7	60,5
Total	58 973	17,7	38,9

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Résultats provisoires.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Emplois principaux. Effectifs rémunérés sur le budget propre des établissements publics.

I Les trois fonctions publiques

I.3 Fonction publique territoriale

Au 31 décembre 2003, les collectivités territoriales emploient 1,522 million d'agents sur emploi principal, hors bénéficiaires d'emplois aidés : 76 % travaillent dans les régions, départements et communes et 24 % dans les établissements publics administratifs locaux. Les communes, avec 63 % du total des agents, restent les premiers employeurs, même si leur part dans l'emploi territorial total a baissé depuis 1983, au profit des établissements publics.

Entre 2002 et 2003, les effectifs augmentent de 4 %. Hors emplois aidés, la tendance à une progression nettement plus forte dans les établissements publics locaux que dans les collectivités locales *stricto sensu* (régions, départements, communes) se poursuit. En effet, celles-ci connaissent un accroissement de leurs effectifs de 2,4 % en 2003, alors que le nombre d'agents des établissements publics progresse de 9,6 %. Les établissements publics intercommunaux, qui représentent à présent presque 10 % des effectifs territoriaux, progressent très fortement, au taux de 17,5 %.

Les emplois aidés étant compris, la progression des effectifs de la fonction publique territoriale est de 1,6 %. En effet, en 2003, les emplois « statutaires » (titulaires et non-titulaires) des collectivités territoriales augmentent mais les emplois aidés, en revanche, diminuent de 34 000 par rapport à 2002.

Près d'un emploi sur deux des collectivités territoriales est situé dans la filière technique, un quart dans la filière administrative et un dixième dans la filière sociale qui comprend notamment le cadre d'emplois d'agents spécialisés des écoles maternelles. Les emplois de chacune des filières culturelle, d'animation et médico-sociale constituent un volume de 5 % des emplois. Certaines filières relèvent plus spécifiquement de certains types de collectivités. Les fonctions de police relèvent des communes, celles de lutte contre l'incendie des départements. Les métiers de l'animation et de la culture dépendent, pour l'essentiel, des communes ou des établissements intercommunaux, la filière médico-sociale des communes et des départements. Seules les filières technique et administrative sont présentes dans toutes les collectivités.

Les emplois non permanents de la fonction publique territoriale favorisent le recrutement de non-titulaires. Un agent territorial sur cinq est non-titulaire. Cependant, la création progressive des différents cadres d'emploi dans la FPT s'est accompagnée d'une diminution de la part de non-titulaires (30 % en 1983 et 22 % en 2003). Le recours aux non-titulaires semble lié à l'absence de cadres d'emplois correspondant à certains besoins de recrutement (informaticiens par exemple) et au fait que, dans certaines filières, le recrutement se pratique essentiellement sur des emplois non permanents répondant à des besoins occasionnels ou saisonniers. C'est en particulier le cas dans la filière animation, dont 69 % des emplois sont occupés par des non-titulaires. Dans la filière culturelle, la proportion est de 37 %, dans la filière sportive de 28 %.

Les missions qui incombent à la fonction publique territoriale se conjuguent avec l'importance du « statut » de non-titulaire pour conduire à une féminisation importante : 61 % des agents territoriaux sont des femmes (59 % hors assistantes maternelles). Parmi les non-titulaires, la part des femmes y est de 70 %, contre 57 % parmi les titulaires. Dans la plupart des filières, pourtant, la proportion de femmes est un peu plus faible chez les non-titulaires, mais elle est beaucoup plus importante dans la filière technique où les effectifs sont, de loin, les plus nombreux. D'après la dernière synthèse des rapports aux comités techniques paritaires de la fonction publique territoriale, on compte dans cette filière 66 % de femmes parmi les non-titulaires, contre 40 % de femmes parmi les titulaires. Les femmes non-titulaires de la filière technique sont massivement des agents d'entretien.

Le niveau C rassemble 78 % des agents de la FPT. Cette caractéristique est elle aussi en lien direct avec les missions remplies par la FPT : quatre cadres d'emplois appartenant à la catégorie C (agents d'entretien, agents techniques, agents administratifs et adjoints administratifs) réunissent la moitié du personnel territorial. Les catégories B et A représentent, pour leur part, respectivement, 13 % et 8 % des agents.

III Définitions et méthodes

Dans la fonction publique territoriale, les agents relèvent de grades rattachés aux statuts particuliers de cinquante-neuf cadres d'emplois. Les cadres d'emplois correspondent, au regard des fonctions exercées ou des domaines de compé-

tences, à des « filières » : administrative, technique, culturelle, sportive, médico-sociale, police municipale, sapeurs-pompiers professionnels, animation.

Pour plus d'informations

- « L'emploi dans les collectivités locales au 31 décembre 2003 », Frédérique Deschamps et Françoise Rochon, *Insee Première*, n° 1032 juillet 2005.
- « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 2000, 2001 et 2002 », *Insee Résultats*, série société n° 39, mars 2005.
- *Synthèse nationale des rapports au CTP sur l'état au 31 décembre 2001 des collectivités territoriales*, CNFPT/DGCL, octobre 2004.
- *Les agents non-titulaires territoriaux*, CNFPT, juin 2003.

I Les trois fonctions publiques

I.3 Fonction publique territoriale

Tableau I-12 : Effectifs de la fonction publique territoriale au 31 décembre 2002 et 2003

	2002					2003 (1)				
	Effectifs	% de femmes	% par statut			Effectifs	% de femmes	% par statut		
Titulaires			Non-titulaires	Assistantes maternelles	Titulaires			Non-titulaires	Assistantes maternelles	
EMPLOIS PRINCIPAUX										
Régions, départements, communes	1 135 166	62,1	76,9	18,7	4,4	1 162 490	62,1	76,9	18,8	4,3
EPA	328 212	56,7	72,8	25,6	1,6	359 653	56,1	73,2	25,4	1,4
Fonction publique territoriale	1 463 378	60,9	76,0	20,2	3,8	1 522 143	60,7	76,0	20,3	3,6
<i>dont assistantes maternelles</i>	<i>55 851</i>	<i>98,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>100,0</i>	<i>55 491</i>	<i>98,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>100,0</i>
<i>FPT hors assistantes maternelles</i>	<i>1 407 527</i>	<i>59,4</i>	<i>79,0</i>	<i>21,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 466 652</i>	<i>59,3</i>	<i>78,9</i>	<i>21,1</i>	<i>0,0</i>
Epic locaux	39 404	41,0	18,1	81,9	0,0	41 896	41,5	16,2	83,8	0,0
ASA, GIP et autres organismes (2)	2 738	62,4	41,1	58,9	0,0	3 536	66,9	35,9	63,3	0,7
Total	1 505 520	60,3	74,4	21,9	3,7	1 567 575	60,2	74,3	22,1	3,5
<i>dont assistantes maternelles</i>	<i>55 851</i>	<i>98,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>100,0</i>	<i>55 517</i>	<i>98,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>100,0</i>
<i>Total hors assistantes maternelles</i>	<i>1 449 669</i>	<i>58,9</i>	<i>77,2</i>	<i>22,8</i>	<i>0,0</i>	<i>1 512 058</i>	<i>58,8</i>	<i>74,3</i>	<i>25,7</i>	<i>0,0</i>
EMPLOIS SECONDAIRES										
Régions, départements, communes	49 558	67,5	33,7	66,3	0,0	48 150	67,8	35,4	64,6	0,0
EPA	16 407	69,3	35,6	64,4	0,0	17 341	70,4	35,1	64,9	0,0
Fonction publique territoriale	65 965	67,9	34,2	65,8	0,0	65 491	68,5	35,3	64,7	0,0
Epic locaux	491	62,1	14,5	85,5	0,0	507	62,3	17,8	82,2	0,0
ASA, GIP et autres organismes (2)	2 594	72,5	52,1	47,9	0,0	2 746	73,3	49,5	50,5	0,0
Total	69 050	68,1	34,7	65,3	0,0	68 744	68,6	35,8	64,2	0,0
TOUS EMPLOIS										
Régions, départements, communes	1 184 724	62,3	75,1	20,7	4,3	1 210 640	62,4	75,3	20,6	4,2
EPA	344 619	57,3	71,0	27,4	1,6	376 994	56,8	71,4	27,2	1,4
Fonction publique territoriale	1 529 343	61,2	74,1	22,2	3,7	1 587 634	61,0	74,4	22,2	3,5
<i>dont assistantes maternelles</i>	<i>55 851</i>	<i>98,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>100,0</i>	<i>55 491</i>	<i>98,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>100,0</i>
<i>FPT hors assistantes maternelles</i>	<i>1 473 492</i>	<i>59,8</i>	<i>77,0</i>	<i>23,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 532 143</i>	<i>59,7</i>	<i>77,0</i>	<i>23,0</i>	<i>0,0</i>
Epic locaux	39 895	41,2	18,0	82,0	0,0	42 403	41,8	16,2	83,8	0,0
ASA, GIP et autres organismes (2)	5 332	67,3	46,5	53,5	0,0	6 282	69,7	41,9	57,7	0,4
Total	1 574 570	60,7	72,6	23,8	3,5	1 636 319	60,6	72,7	23,9	3,4
<i>dont assistantes maternelles</i>	<i>55 851</i>	<i>98,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>100,0</i>	<i>55 517</i>	<i>98,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>100,0</i>
<i>Total hors assistantes maternelles</i>	<i>1 518 719</i>	<i>59,3</i>	<i>75,3</i>	<i>24,7</i>	<i>0,0</i>	<i>1 580 802</i>	<i>59,2</i>	<i>75,3</i>	<i>24,7</i>	<i>0,0</i>

DGAPP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, enquête sur les collectivités territoriales.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

Métropole, Dom-Tom et Saint-Pierre-et-Miquelon.

(1) Chiffres provisoires.

(2) Hors organismes consulaires, établissements publics à caractère administratif ne relevant pas du statut général de la fonction publique.

ASA : associations syndicales autorisées.

Epic : établissement public à caractère industriel ou commercial.

EPA : établissement public à caractère administratif.

GIP : Groupement d'intérêt public.

Les trois fonctions publiques I

Fonction publique territoriale I.3

Tableau I-13 : Répartition des effectifs de la fonction publique territoriale par filière d'emploi au 31 décembre 2003 (en %)

	Titulaires	Non-titulaires	Total	% de non-titulaires dans la filière (1)
Administrative	25,8	12,8	23,0	12,4
Technique	46,8	39,5	45,1	19,4
Culturelle	3,6	7,6	4,5	37,3
Sportive	1,1	1,6	1,3	28,8
Sociale	10,0	11,5	10,3	24,7
Médico-sociale	4,7	5,3	4,9	24,1
Médico-technique	0,2	0,3	0,2	25,8
Sapeurs pompiers professionnels	3,7	0,1	2,9	0,9
Police municipale	1,8	0,2	1,4	3,7
Animation	2,1	16,2	5,2	69,3
Hors filière	0,1	3,6	0,9	88,4
Non déterminée	0,0	1,2	0,3	92,9
Total	100,0	100,0	100,0	22,2

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee.

Résultats provisoires

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes), assistantes maternelles, apprentis. Y compris emplois secondaires.

(1) Taux global calculé, y compris emplois secondaires et hors assistantes maternelles et apprentis.

I Les trois fonctions publiques

I.4 Fonction publique hospitalière

Les personnels des hôpitaux et établissements autonomes d'hébergement pour personnes âgées s'élèvent à 966 000 personnes fin 2003 : 94 % travaillent dans les hôpitaux publics et 6 % dans les établissements autonomes pour personnes âgées. Il convient de noter que les personnels qui appartiennent à la FPH, mais qui travaillent dans des structures appartenant aux collectivités territoriales, ne sont pas compris puisqu'ils sont recensés avec les personnels territoriaux : 60 000 personnes environ sont dans ce cas, dont la moitié de titulaires.

Les titulaires (742 000 personnes), constituent, avec les non-titulaires (130 000 personnes), le personnel non médical de la FPH. Les non-titulaires représentent 13,5 % du total des effectifs. Ils se répartissent en non-titulaires sur emploi permanent (60 %) et non-titulaires sur crédits de remplacement (40 %). Les médecins, pour leur part, sont 94 000 à travailler dans les hôpitaux publics. Cette catégorie appelée « personnel médical » est régie par des dispositions statutaires spécifiques, différentes du statut général.

La fonction publique hospitalière est celle qui compte le plus de femmes. Le poids de la filière soignante, aux emplois par tradition féminins, conduit à une situation où les trois quarts des agents sont des femmes.

La filière soignante est logiquement largement majoritaire : elle représente 70 % du personnel non médical des hôpitaux. Dans cette filière, les effectifs les plus nombreux appartiennent aux corps des infirmiers (26 %), des aides-soignants (24 %) et des agents de service hospita-

liers (11 %). Loin derrière, deux filières occupent une proportion équivalente d'agents : la filière technique et ouvrière et la filière administrative (12 % et 11 % respectivement). Les non-titulaires sont un peu moins souvent que les titulaires des personnels soignants et un peu plus souvent administratifs ou techniques et ouvriers.

La fonction publique hospitalière a la plus forte proportion d'agents en catégorie B mais la requalification en A de certains emplois va modifier la structure hiérarchique. Compte tenu de l'importance du cadre d'emploi d'infirmier, la structure hiérarchique de la FPH est caractérisée par la part importante de la catégorie B : 37 % (dont les trois quarts d'infirmiers) ; la catégorie C représentant 49 % des agents. La FPH, qui était la fonction publique la moins bien lotie en cadres, a fait l'objet d'importantes mesures de promotion professionnelle dans le cadre du protocole d'accord du 14 mars 2001. Ces mesures vont, à court et moyen terme, modifier la répartition par catégorie hiérarchique du personnel non médical au profit de la catégorie A.

Les décisions conduisant à la requalification en catégorie A de personnels ou de corps classés auparavant en B ont pris effet au 1^{er} janvier 2002 et montent progressivement en charge. Au 31 décembre 2002, date à laquelle on dispose d'éléments sur la répartition par catégories, on ne comptait encore que 4 % de titulaires en catégorie A. **L'application de ces nouvelles mesures devrait faire passer la part des titulaires de catégorie A à 10 % environ.**

Pour plus d'informations

- « Les établissements d'hébergement pour personnes âgées en 2003 : activité et personnel », François Tugorès, Drees, *Études et Résultats*, n° 379, février 2005.
- « Données sur la situation sanitaire et sociale en France en 2004 », Annexe A au projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2005, Drees, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Cohésion sociale, ministère de la Santé et de la Protection sociale.
- Protocole du 14 mars 2001 relatif aux filières professionnelles de la fonction publique hospitalière, informations sur les ressources humaines à l'hôpital, supplément au n° 20, DHOS, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, mars 2001.

Les trois fonctions publiques I

Fonction publique hospitalière 1.4

Tableau I-14 : Effectifs réels de la fonction publique hospitalière au 31 décembre 2003

	2002	2003 (provisoire)					
	Effectifs	Effectifs	% de femmes	% de titulaires	% de non-titulaires sur emplois permanents	% de non-titulaires sur crédits de remplacement	% de médecins
Hôpitaux, médecins (1)	91 902	94 153	39,3				100,0
Hôpitaux, personnel non médical	795 049	817 787	79,3	86,2	7,6	6,3	
Total hôpitaux	886 951	911 940	74,9	77,3	6,8	5,6	10,3
Établissements d'hébergement pour personnes âgées (2)	52 514	54 400	85,3	68,7	31,3		
Total fonction publique hospitalière	939 465	966 340	75,8	76,8	8,2	5,3	9,7

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Drees, DHOS, Insee.

Résultats provisoires pour 2003

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau 8-6. Hors doubles comptes avec la FPE et la FPT.

Métropole et Dom.

(1) Y compris internes et résidents. Hors praticiens hospitalo-universitaires, recensés avec les effectifs de la fonction publique d'État. Pourcentage de femmes du personnel médical observé en 2002.

(2) Hors agents recensés avec les effectifs de la FPT travaillant dans des établissements sans autonomie juridique ou dans des établissements sociaux. Le dénombrement des médecins n'étant pas disponible, le personnel des EHPA est entièrement classé en non-médical.

Tableau I-15 : Répartition des personnels non médicaux de la fonction publique hospitalière par filière d'emploi au 31 décembre 2002 (en %)

	Titulaires	Non-titulaires	Total	% de non-titulaires sur emploi permanent dans la filière	% de non-titulaires dans la filière
Administrative	11,0	12,0	11,1	9,9	14
Soignante	71,3	64,2	70,4	6,1	12
Socio-éducative	1,2	1,3	1,2	11,3	14
Médico-technique	5,1	3,5	4,9	4,9	9
Technique et ouvrière	11,4	19,0	12,4	10,0	20
Total	100,0	100,0	100,0	7,0	13

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Drees et DHOS.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes), médecins et hors établissements d'hébergement pour personnes âgées.

I Les trois fonctions publiques

I.5 Les trois fonctions publiques par région

Les services de l'État et leurs établissements publics administratifs comptent 39 agents pour 1 000 habitants, ceux de la fonction publique territoriale (FPT) 26, ceux de la fonction publique hospitalière (FPH) 16, soit **un total de 81 agents publics pour 1 000 personnes en France, au 31 décembre 2002.**

En métropole, l'Île-de-France affirme sa prépondérance avec la proportion d'agents publics par rapport à la population la plus élevée (95 ‰). Dans le même ordre de grandeur, on trouve la Corse (92 ‰), ainsi que le Limousin et l'Auvergne. **Pour 1 000 habitants, l'Île-de-France compte 50 agents de l'État et 31 agents de la FPT. La Corse en compte 46 dans la FPE et 32 dans la FPT.** Ces deux régions sont les plus administrées de la métropole dans l'une et l'autre de ces fonctions publiques.

L'Île-de-France est caractérisée par la concentration des fonctions de conception en administration centrale, qui s'ajoutent aux fonctions classiques des autres régions. La Corse, pour sa part, est une région montagneuse dont la densité de population est la plus faible de France. Dans les régions les moins denses où les économies d'échelle ne sont guère possibles, le nombre d'agents publics par habitant est plus important qu'ailleurs. En effet, le maillage de l'ensemble du territoire en structures administratives nécessaires à l'égalité de traitement des citoyens se traduit par un volume d'emplois publics minimum.

Dans les départements d'outre-mer (Dom), le taux d'administration des trois fonctions publiques (94 ‰) dépasse parfois les plus élevés de la métropole : 102 ‰ en Martinique, 93 ‰ en Guyane et à la Réunion, 88 ‰ en Guadeloupe.

En Limousin et en Auvergne, c'est la fonction publique hospitalière qui tire vers le haut la proportion d'agents publics. Les taux d'administration du Limousin et de l'Auvergne sont plutôt élevés dans la fonction publique de l'État (FPE) (40 ‰ dans ces deux régions) et moyens dans la FPT (26 ‰ dans les deux cas également) mais ce sont les deux premières régions françaises pour leur proportion d'agents hospitaliers par rapport à la population (22 agents de la FPH pour 1 000 habitants en Limousin et 19 ‰ en Auvergne). Cet effet à la hausse conduit ces régions aux 3^e et 4^e rangs de la métropole pour leur part d'agents de la fonction publique

dans la population (avec un taux de 88 ‰ en Limousin et de 84 ‰ en Auvergne). Il s'agit de régions caractérisées par un mouvement continu de déclin démographique jusqu'à ces dernières années. Dans ces régions, presque aussi peu denses que la Corse, on est aussi dans une situation de masse critique minimum.

L'Alsace et les Pays de la Loire sont les régions les moins dotées. La région des Pays de la Loire est la moins pourvue en agents de la FPE par habitant (33 ‰) et elle l'est faiblement en agents territoriaux. L'Alsace est la moins pourvue en agents de la FPT (19 ‰) et compte peu d'agents de l'État. Malgré une situation dans la FPH assez favorable dans ces deux régions, elles sont, au total, les moins pourvues en agents publics par rapport à la population (70 ‰ et 71 ‰), alors que l'enseignement privé sous contrat, important dans les Pays de la Loire, figure ici dans les effectifs statistiques de la fonction publique. Dans ces régions, la population s'accroît plus fortement que dans beaucoup d'autres en raison de migrations internes et d'un solde naturel élevé. De plus, en Alsace, la population est fortement concentrée dans les villes, ce qui favorise les économies d'échelle.

La fonction publique territoriale est très présente dans le Sud-Est et la Corse, faiblement au Nord-Est. Situation spécifique à la FPT, le Sud-Est relativement plus administré que le reste du pays, en dehors de l'Île-de-France, du Nord-Pas-de-Calais et de la Haute-Normandie.

Au Sud d'une diagonale allant des Pays de la Loire à Rhône-Alpes, les régions sont en effet plutôt mieux pourvues en agents territoriaux. On y trouve en particulier, dans la catégorie des régions les mieux pourvues, la Corse – première région métropolitaine pour son nombre d'agents territoriaux par habitant (32 ‰) –, Provence-Alpes-Côte-Azur et le Languedoc-Roussillon (29 ‰).

En dehors de ces régions, on ne trouve que l'Île-de-France (31 ‰) et les quatre Dom (entre 34 ‰ et 44 ‰) parmi celles les plus fortement dotées en agents territoriaux.

Au Nord-Est de la France, la présence de la territoriale est faible : 21 ‰ en Champagne-Ardenne et en Lorraine, 19 ‰ en Alsace. Les régions de Franche-Comté et de Bourgogne et plus au Sud, Rhône-Alpes, sont à peine mieux pourvues (23 ‰ au maximum).

La fonction publique hospitalière est moins présente au Sud qu'au Nord. On compte 16 agents de la fonction publique hospitalière pour 1 000 habitants. Les régions situées au Sud de la France ont des taux d'administration hospitalière plus faibles qu'au Nord. Mis à part le Nord-Pas-de-Calais, la Haute-Normandie et, fait remarquable, l'Île-de-France, les régions du nord du pays sont en effet beaucoup mieux dotées en agents de la FPH (entre 16 et 23 agents pour 1 000 personnes). En revanche, en Rhône-Alpes,

Midi-Pyrénées, Aquitaine, le taux d'administration hospitalière est de 15 %. C'est en Corse, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte-Azur qu'on relève le taux le plus faible de la métropole (14 %). Dans ces régions, l'offre de soins est plutôt fournie par le secteur privé. Les régions Provence-Alpes-Côte-Azur, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées sont, avec l'Île-de-France, celles où, notamment, le nombre de médecins généralistes ou spécialistes est le plus important de France.

III Définitions et méthodes

Dans le cadre de l'Observatoire de l'emploi public, une étude sur la localisation de l'emploi public par région a été réalisée. Elle étend au niveau local, avec une problématique et une méthodologie homogènes, des travaux de mesure des effectifs jusque-là réalisés à l'échelon national. **L'étude porte sur les agents des ministères, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs, établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux compris ainsi que sur les enseignants des établissements d'enseignement privés sous contrat.**

Bien que ces derniers appartiennent au secteur privé, leurs enseignants sont rémunérés sur le budget de l'État et appelés à compter dans le plafond d'emplois du ministère de l'Éducation dans le cadre de la loi organique sur les lois de finances

(Lof). Ces personnels représentent 5,5 % des agents de l'État et des établissements d'enseignement privés sous contrat et 2,8 % de l'ensemble des agents publics.

Les emplois aidés (bénéficiaires de CES, de CEC, d'emplois jeunes) sont également inclus. Ils représentent 5,7 % de l'emploi des trois fonctions publiques fin 2002. L'étude est limitée à la **France métropolitaine** et aux Dom, les problématiques étant différentes dans les autres territoires et à l'étranger. Les éléments extraits de cette étude ne portent que sur **l'emploi public civil.**

Taux d'administration d'une région : part des agents (ici en effectifs réels) de la FPE (ou de la FPT, de la FPH, des trois FP) par rapport à la population totale de la région.

Pour plus d'informations

- *L'Observatoire de l'emploi public, Rapport annuel 2004, La Documentation française, à paraître.*
- *« La fonction publique en Limousin : près d'un quart des emplois », Martine Brethenoux, Focal Insee Limousin, n° 9, octobre 2004.*
- *« La fonction publique en Rhône-Alpes : 434 840 emplois en 2001 », Jean-Claude Robert, La Lettre-Résultats, Insee Rhône-Alpes, n° 25, septembre 2004.*
- *« Poids croissant de la sphère publique dans l'économie rurale », Michel Maréchal, La lettre, Insee Auvergne, n° 19, juillet 2004.*

I Les trois fonctions publiques

I.5 Les trois fonctions publiques par région

Tableau I-16 : Effectifs civils des trois fonctions publiques (y compris enseignement privé sous contrat et emplois aidés) par région et par département au 31 décembre 2002

	État	Territoriale	Hospitalière	Total 3 fonctions publiques		État	Territoriale	Hospitalière	Total 3 fonctions publiques
Alsace	62 773	33 011	30 506	126 290	Champagne-Ardenne	53 072	28 002	24 229	105 303
Bas-Rhin	40 233	40 233	17 169	77 421	Ardennes	10 413	6 770	5 155	22 338
Haut-Rhin	22 540	12 992	13 338	48 870	Aube	10 773	6 506	4 057	21 336
Aquitaine	111 928	77 891	43 755	233 574	Haute-Marne	7 377	4 385	3 844	15 606
Dordogne	12 185	11 044	5 980	29 209	Marne	24 509	10 341	11 174	46 024
Gironde	58 506	35 648	21 255	115 409	Corse	12 336	8 514	3 661	24 511
Landes	10 774	9 816	4 429	25 019	Corse-du-Sud	6 013	4 546	2 173	12 732
Lot-et-Garonne	9 789	7 013	4 762	21 564	Haute-Corse	6 323	3 968	1 488	11 779
Pyrénées-Atlantiques	20 674	14 370	7 329	42 373	Franche-Comté	43 115	25 156	19 980	88 251
Auvergne	51 987	33 604	25 457	111 048	Doubs	21 367	11 560	7 936	40 863
Allier	11 003	8 817	7 981	27 801	Haute-Saône	7 451	4 353	2 492	14 296
Cantal	5 432	4 028	3 177	12 637	Jura	8 876	5 610	5 047	19 533
Haute-Loire	7 015	4 479	3 049	14 543	Territoire de Belfort	5 421	3 633	4 504	13 558
Puy-de-Dôme	28 537	16 280	11 249	56 066	Haute-Normandie	62 901	46 960	27 621	137 482
Basse-Normandie	53 605	34 323	27 055	114 983	Eure	16 385	12 776	5 759	34 920
Calvados	25 558	16 429	3 377	55 364	Seine-Maritime	46 516	34 184	21 862	102 562
Manche	18 617	11 449	7 737	37 803	Île-de-France	551 060	339 550	171 965	1 062 575
Orne	9 430	6 445	5 941	21 816	Essonne	44 322	32 045	7 692	84 059
Bourgogne	58 717	36 754	29 368	124 839	Hauts-de-Seine	51 356	43 455	6 160	100 971
Côte-d'Or	23 386	11 922	9 971	45 279	Paris	222 062	85 645	95 907	403 614
Nièvre	7 765	5 511	4 734	18 010	Seine-et-Marne	41 183	31 341	12 159	84 683
Saône-et-Loire	17 267	12 260	8 819	38 346	Seine-Saint-Denis	53 827	47 053	12 402	113 282
Yonne	10 299	7 061	5 844	23 204	Val-de-Marne	51 474	39 367	10 156	100 997
Bretagne	115 499	69 254	48 666	233 419	Val-d'Oise	35 765	27 683	13 236	76 684
Côtes-d'Armor	16 852	14 621	7 558	39 031	Yvelines	51 071	32 961	14 253	98 285
Finistère	33 954	18 624	15 743	68 321	Languedoc- Roussillon	86 447	68 690	33 761	188 898
Ille-et-Vilaine	42 087	20 982	14 840	77 909	Aude	10 273	10 440	3 990	24 703
Morbihan	22 606	15 027	10 524	48 157	Gard	19 797	16 731	8 832	45 360
Centre	84 211	57 976	41 662	183 849	Hérault	39 048	27 986	15 051	82 085
Cher	11 262	7 467	6 004	24 733	Lozère	3 785	1 678	1 628	7 091
Eure-et-Loir	12 402	9 282	6 717	28 401	Pyrénées-Orientales	13 544	11 855	4 259	29 658
Indre	8 197	5 410	3 517	17 124	Limousin	28 096	18 743	15 943	62 782
Indre-et-Loire	19 050	13 550	11 190	43 790	Corrèze	8 335	6 089	4 590	19 014
Loiret	23 549	14 737	8 985	47 271	Creuse	4 874	3 191	2 340	10 405
Loir-et-Cher	9 751	7 530	5 248	22 529	Haute-Vienne	14 887	9 463	9 013	33 363

Les trois fonctions publiques I

Les trois fonctions publiques par région I.5

Tableau I-16 : Effectifs civils des trois fonctions publiques (y compris enseignement privé sous contrat et emplois aidés) par région et par département au 31 décembre 2002

	État	Territoriale	Hospitalière	Total 3 fonctions publiques		État	Territoriale	Hospitalière	Total 3 fonctions publiques
Lorraine	91 044	47 700	37 232	175 976	Deux-Sèvres	10 104	10 210	5 569	25 883
Meurthe-et-Moselle	32 961	15 589	15 137	63 687	Vienne	18 057	11 360	8 005	37 422
Meuse	7 529	4 668	3 876	16 073	Provence-Alpes- Côte-d'Azur	174 204	137 554	65 640	377 398
Moselle	37 820	18 983	11 086	67 889	Alpes-de-Haute- Provence	5 247	4 311	2 604	12 162
Vosges	12 734	8 460	7 133	28 327	Alpes-Maritimes	33 130	32 819	13 647	79 596
Midi-Pyrénées	105 490	69 320	38 892	213 702	Bouches-du-Rhône	77 965	56 351	27 212	161 528
Ariège	4 853	3 950	2 580	11 383	Hautes-Alpes	5 102	3 551	3 146	11 799
Aveyron	8 492	5 703	4 274	18 469	Var	35 886	26 290	10 355	72 531
Gers	5 456	4 718	2 985	13 159	Vaucluse	16 874	14 232	8 676	39 782
Haute-Garonne	55 528	31 514	14 659	101 701	Rhône-Alpes	203 709	133 731	89 086	426 526
Hautes-Pyrénées	8 327	5 297	5 219	18 843	Ain	14 588	8 339	5 442	28 369
Lot	5 538	4 001	2 315	11 854	Ardèche	8 175	6 124	4 420	18 719
Tarn	10 386	8 665	3 937	22 988	Drôme	13 355	10 312	6 201	29 868
Tarn-et-Garonne	6 910	5 472	2 923	15 305	Haute-Savoie	18 322	15 118	7 784	41 224
Nord-Pas-de-Calais	150 593	105 804	59 058	315 455	Isère	41 224	28 878	16 253	86 355
Nord	101 651	68 796	42 329	212 776	Loire	23 132	14 968	14 058	52 158
Pas-de-Calais	48 942	37 008	16 728	102 678	Rhône	70 958	38 891	28 674	138 523
Pays de la Loire	108 189	72 381	52 883	233 453	Savoie	13 955	11 101	6 255	31 311
Loire-Atlantique	44 787	28 924	16 837	90 548	Total Métropole	2 330 266	1 533 510	945 690	4 809 466
Maine-et-Loire	23 972	14 015	12 898	50 885	Dom	74 793	69 295	20 697	164 785
Mayenne	8 413	6 458	5 727	20 598	Guadeloupe	18 507	14 882	5 253	38 642
Sarthe	16 987	11 725	9 1013	7 813	Guyane	8 836	6 170	1 559	16 565
Vendée	14 030	11 259	8 320	33 609	Martinique	17 427	15 190	7 056	39 673
Picardie	63 137	42 907	31 893	137 937	Réunion	30 023	33 053	6 829	69 905
Aisne	17 556	13 674	10 023	41 253	Total				
Oise	23 653	14 912	10 740	49 305	Métropole + Dom	2 405 059	1 602 805	966 387	4 974 251
Somme	21 928	14 321	11 130	47 379	Tom	19 980	238		20 218
Poitou-Charentes	58 153	45 685	27 379	131 217	Étranger	29 709			29 709
Charente	11 254	8 686	5 232	25 172					
Charente-Maritime	18 738	15 429	8 573	42 740					

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation. Sources : Insee, Drees, DHOS.

CHAMP : effectifs civils y compris bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes). Emplois principaux.

FPE : y compris enseignement privé sous contrat.

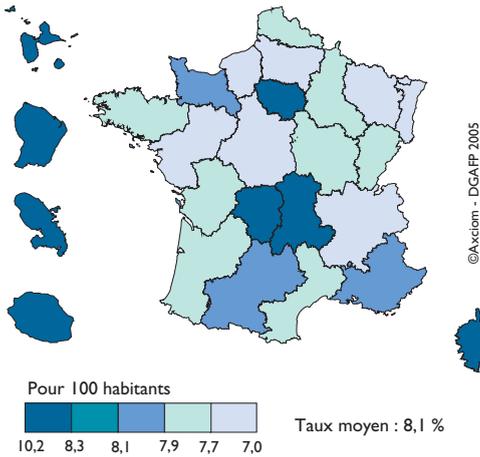
FPT : y compris assistantes maternelles.

FPH : y compris médecins et non-titulaires sur crédits de remplacement.

I Les trois fonctions publiques

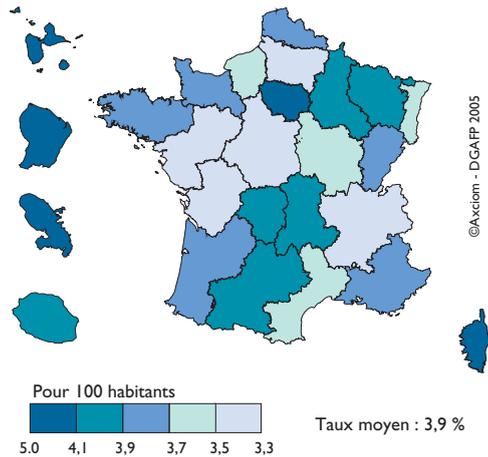
I.5 Les trois fonctions publiques par région

Figure I-1 : Taux d'administration des trois fonctions publiques



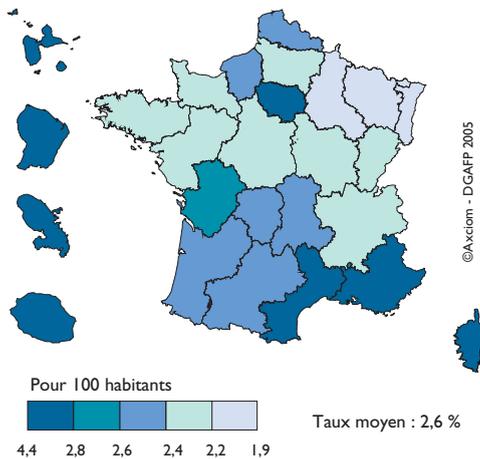
Emploi public y compris enseignement privé sous contrat et bénéficiaires d'emplois aidés, hors militaires.
Sources : Insee, Drees, DHOS.

Figure I-2 : Taux d'administration de la fonction publique de l'État



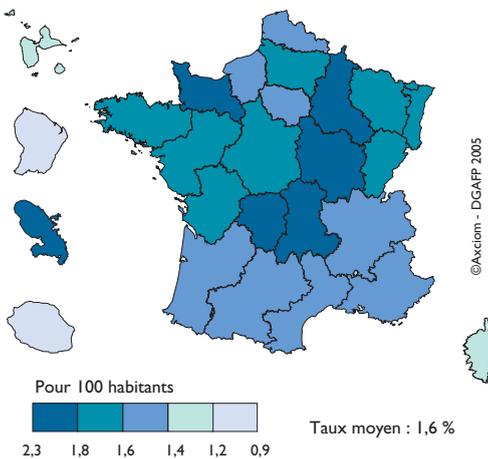
FPE y compris enseignement privé sous contrat et bénéficiaires d'emplois aidés, hors militaires.
Source : Insee.

Figure I-3 : Taux d'administration de la fonction publique territoriale



FPT y compris bénéficiaires d'emplois aidés.
Source : Insee.

Figure I-4 : Taux d'administration de la fonction publique hospitalière



FPH y compris bénéficiaires d'emplois aidés.
Sources : Insee, Drees, DHOS.

Les trois fonctions publiques I

Les trois fonctions publiques par région I.5

Tableau I-17 : Taux d'administration par région et par département (à partir des effectifs physiques) au 31 décembre 2002

	État	Territoriale	Hospitalière	Total 3 fonctions publiques		État	Territoriale	Hospitalière	Total 3 fonctions publiques
Alsace	3,5	1,9	1,7	7,1	Lozère	5,1	2,3	2,2	9,6
Bas-Rhin	3,8	1,9	1,6	7,4	Pyrénées-Orientales	3,3	2,9	1,0	7,2
Haut-Rhin	3,1	1,8	1,8	6,8	Limousin	4,0	2,6	2,2	8,8
Aquitaine	3,7	2,6	1,5	7,8	Corrèze	3,6	2,6	2,0	8,1
Dordogne	3,1	2,8	1,5	7,4	Creuse	4,0	2,6	1,9	8,5
Gironde	4,4	2,7	1,6	8,7	Haute-Vienne	4,2	2,7	2,5	9,4
Landes	3,2	2,9	1,3	7,3	Lorraine	3,9	2,1	1,6	7,6
Lot-et-Garonne	3,2	2,3	1,5	7,0	Meurthe-et-Moselle	4,6	2,2	2,1	8,9
Pyrénées-Atlantiques	3,4	2,3	1,2	6,9	Meuse	3,9	2,4	2,0	8,4
Auvergne	4,0	2,6	1,9	8,4	Moselle	3,7	1,8	1,1	6,6
Allier	3,2	2,6	2,3	8,1	Vosges	3,3	2,2	1,9	7,4
Cantal	3,7	2,7	2,1	8,5	Midi-Pyrénées	4,0	2,6	1,5	8,1
Haute-Loire	3,3	2,1	1,4	6,8	Ariège	3,5	2,8	1,8	8,2
Puy-de-Dôme	4,7	2,7	1,8	9,2	Aveyron	3,2	2,1	1,6	6,9
Basse-Normandie	3,7	2,4	1,9	8,0	Gers	3,1	2,7	1,7	7,5
Calvados	3,9	2,5	2,0	8,4	Haute-Garonne	5,0	2,9	1,3	9,2
Manche	3,8	2,4	1,6	7,8	Hautes-Pyrénées	3,7	2,4	2,3	8,4
Orne	3,2	2,2	2,0	7,5	Lot	3,4	2,4	1,4	7,2
Bourgogne	3,6	2,3	1,8	7,7	Tarn	3,0	2,5	1,1	6,6
Côte-d'Or	4,6	2,3	2,0	8,9	Tarn-et-Garonne	3,2	2,6	1,4	7,1
Nièvre	3,5	2,5	2,1	8,1	Nord-Pas-de-Calais	3,8	2,6	1,5	7,9
Saône-et-Loire	3,2	2,3	1,6	7,1	Nord	4,0	2,7	1,7	8,3
Yonne	3,1	2,1	1,7	6,9	Pas-de-Calais	3,4	2,5	1,2	7,1
Bretagne	3,9	2,3	1,6	7,8	Pays de la Loire	3,3	2,2	1,6	7,0
Côtes-d'Armor	3,0	2,6	1,4	7,0	Loire-Atlantique	3,8	2,5	1,4	7,7
Finistère	3,9	2,2	1,8	7,9	Maine-et-Loire	3,2	1,9	1,7	6,8
Ille-et-Vilaine	4,7	2,3	1,7	8,7	Mayenne	2,9	2,2	2,0	7,1
Morbihan	3,4	2,3	1,6	7,2	Sarthe	3,2	2,2	1,7	7,0
Centre	3,4	2,4	1,7	7,5	Vendée	2,5	2,0	1,5	5,9
Cher	3,6	2,4	1,9	7,9	Picardie	3,4	2,3	1,7	7,4
Eure-et-Loir	3,0	2,3	1,6	6,9	Aisne	3,3	2,6	1,9	7,7
Indre	3,5	2,3	1,5	7,4	Oise	3,0	1,9	1,4	6,3
Indre-et-Loire	3,4	2,4	2,0	7,8	Somme	3,9	2,6	2,0	8,5
Loiret	3,7	2,3	1,4	7,5	Poitou-Charentes	3,5	2,7	1,6	7,9
Loir-et-Cher	3,1	2,4	1,6	7,1	Charente	3,3	2,5	1,5	7,4
Champagne-Ardenne	4,0	2,1	1,8	7,9	Charente-Maritime	3,2	2,7	1,5	7,4
Ardennes	3,6	2,3	1,8	7,7	Deux-Sèvres	2,9	2,9	1,6	7,4
Aube	3,7	2,2	1,4	7,3	Vienne	4,5	2,8	2,0	9,3
Haute-Marne	3,9	2,3	2,0	8,2	Provence-Alpes-Côte-d'Azur	3,7	2,9	1,4	8,1
Marne	4,4	1,8	2,0	8,2	Alpes-de-Haute-Provence	3,6	3,0	1,8	8,4
Corse	4,6	3,2	1,4	9,2	Alpes-Maritimes	3,2	3,1	1,3	7,6
Corse-du-Sud	5,0	3,7	1,8	10,5	Bouches-du-Rhône	4,1	3,0	1,4	8,6
Haute-Corse	4,4	2,7	1,0	8,1	Hautes-Alpes	4,0	2,8	2,5	9,3
Franche-Comté	3,8	2,2	1,8	7,8	Var	3,8	2,8	1,1	7,7
Doubs	4,2	2,3	1,6	8,1	Vaucluse	3,3	2,7	1,7	7,7
Haute-Saône	3,2	1,9	1,1	6,2	Rhône-Alpes	3,5	2,3	1,5	7,3
Jura	3,5	2,2	2,0	7,7	Ain	2,7	1,5	1,0	5,3
Territoire de Belfort	3,9	2,6	3,2	9,7	Ardèche	2,8	2,1	1,5	6,3
Haute-Normandie	3,5	2,6	1,5	7,7	Drôme	3,0	2,3	1,4	6,6
Eure	3,0	2,3	1,0	6,3	Haute-Savoie	2,8	2,3	1,2	6,2
Seine-Maritime	3,8	2,8	1,8	8,3	Isère	3,7	2,6	1,4	7,7
Île-de-France	5,0	3,1	1,5	9,5	Loire	3,2	2,1	1,9	7,2
Essonne	3,8	2,8	0,7	7,3	Rhône	4,4	2,4	1,8	8,5
Hauts-de-Seine	3,5	3,0	0,4	6,9	Savoie	3,6	2,9	1,6	8,1
Paris	10,3	4,0	4,5	18,8	Total Métropole	3,9	2,6	1,6	8,1
Seine-et-Marne	3,3	2,5	1,0	6,9	Dom	4,2	3,9	1,2	9,4
Seine-Saint-Denis	3,9	3,4	0,9	8,1	Guadeloupe	4,2	3,4	1,2	8,8
Val-de-Marne	4,2	3,2	0,8	8,1	Guyane	5,0	3,5	0,9	9,3
Val-d'Oise	3,2	2,5	1,2	6,8	Martinique	4,5	3,9	1,8	10,2
Yvelines	3,7	2,4	1,0	7,2	Réunion	4,0	4,4	0,9	9,3
Languedoc-Roussillon	3,6	2,9	1,4	7,9	Total Métropole + Dom	3,9	2,6	1,6	8,1
Aude	3,2	3,2	1,2	7,7					
Gard	3,1	2,6	1,4	7,0					
Hérault	4,1	3,0	1,6	8,7					

DGAFF, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

CHAMP : effectifs civils y compris bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes). Emplois principaux.

FPE : y compris enseignement privé sous contrat.

FPT : y compris assistantes maternelles.

FPH : y compris médecins et non-titulaires sur crédits de remplacement.

I Les trois fonctions publiques

I.5 Les trois fonctions publiques par région

Tableau I-18 : Effectifs civils en équivalent temps plein des trois fonctions publiques (y compris enseignement privé sous contrat et emplois aidés) par région et par département au 31 décembre 2002

	État	Territoriale	Hospitalière	Total 3 fonctions publiques		État	Territoriale	Hospitalière	Total 3 fonctions publiques
Alsace	55 663	29 905	26 766	112 334	Lozère	2 970	1 478	1 475	5 923
Bas-Rhin	35 829	18 330	14 938	69 097	Pyrénées-Orientales	11 926	10 625	3 842	26 393
Haut-Rhin	19 834	11 575	11 828	43 237	Limousin	25 463	16 612	14 442	56 517
Aquitaine	97 934	69 425	39 050	206 409	Corrèze	7 473	5 465	4 131	17 069
Dordogne	10 978	9 422	5 355	25 755	Creuse	4 528	2 747	2 154	9 429
Gironde	51 604	32 488	19 068	103 159	Haute-Vienne	13 463	8 399	8 157	30 019
Landes	9 633	8 875	3 970	22 477	Lorraine	80 782	40 255	33 223	154 260
Lot-et-Garonne	8 577	6 239	4 222	19 038	Meurthe-et-Moselle	29 087	13 320	13 437	55 844
Pyrénées-Atlantiques	17 142	12 402	6 436	35 980	Meuse	6 755	3 606	3 419	13 780
Auvergne	44 417	29 356	22 126	95 899	Moselle	33 662	16 237	10 054	59 952
Allier	9 849	7 926	7 104	24 879	Vosges	11 278	7 093	6 312	24 684
Cantal	4 697	3 489	2 777	10 963	Midi-Pyrénées	91 152	61 445	34 199	186 796
Haute-Loire	5 150	3 806	2 542	11 498	Ariège	4 286	3 468	2 283	10 037
Puy-de-Dôme	24 720	14 135	9 703	48 559	Aveyron	6 678	5 065	3 715	15 458
Basse-Normandie	45 476	29 149	24 209	98 835	Gers	4 739	4 100	2 663	11 501
Calvados	21 650	13 937	12 085	47 672	Haute-Garonne	48 777	28 046	12 807	89 631
Manche	15 974	9 835	6 813	2 622	Hauts-Pyrénées	7 219	4 782	4 747	16 747
Orne	7 852	5 378	5 311	18 541	Lot	4 850	3 360	2 039	10 250
Bourgogne	51 845	32 338	25 907	110 090	Tarn	8 610	7 814	3 394	19 817
Côte-d'Or	20 408	10 409	8 788	39 606	Tarn-et-Garonne	5 994	4 811	2 549	13 354
Nièvre	6 932	4 961	4 245	16 138	Nord-Pas-de-Calais	126 680	90 773	52 277	269 731
Saône-et-Loire	15 177	10 662	7 604	33 443	Nord	84 007	59 551	37 426	180 983
Yonne	9 327	6 305	5 271	20 903	Pas-de-Calais	42 674	31 222	14 851	88 748
Bretagne	89 497	60 553	43 174	193 224	Pays de la Loire	82 340	64 614	46 525	193 479
Côtes-d'Armor	12 931	12 953	6 702	32 585	Loire-Atlantique	34 762	25 591	14 592	74 944
Finistère	26 673	16 526	13 829	57 027	Maine-et-Loire	17 586	12 819	11 380	41 785
Ille-et-Vilaine	33 203	17 987	13 124	64 314	Mayenne	6 312	5 712	5 105	17 129
Morbihan	16 690	13 088	9 519	39 297	Sarthe	14 442	10 396	8 214	33 052
Centre	74 144	51 856	36 898	162 898	Vendée	9 238	10 097	7 234	26 569
Cher	9 958	6 675	5 373	22 005	Picardie	55 710	36 594	28 461	120 765
Eure-et-Loir	10 848	8 269	6 030	25 148	Aisne	15 633	11 467	8 867	35 967
Indre	7 510	4 869	2 940	15 319	Oise	20 951	13 024	9 755	43 730
Indre-et-Loire	16 500	12 097	9 727	38 324	Somme	19 126	12 104	9 839	41 068
Loiret	20 812	13 307	8 122	42 241	Poitou-Charentes	51 048	39 043	23 972	114 063
Loir-et-Cher	8 515	6 639	4 707	19 862	Charente	10 036	7 387	4 517	21 940
Champagne-Ardenne	46 951	24 507	21 823	93 281	Charente-Maritime	16 827	13 231	7 548	37 606
Ardennes	9 358	5 693	4 675	19 726	Deux-Sèvres	8 415	8 438	4 865	21 718
Aube	9 547	5 659	3 773	18 978	Vienne	15 770	9 988	7 043	32 800
Haute-Marne	6 612	3 704	3 459	13 775	Provence-Alpes-Côte-d'Azur	153 843	126 502	56 096	336 441
Marne	21 435	9 452	9 916	40 803	Alpes-de-Haute-Provence	4 703	3 741	2 241	10 685
Corse	11 612	7 938	3 451	23 001	Alpes-Maritimes	29 413	30 540	11 929	71 881
Corse-du-Sud	5 658	4 269	2 061	11 988	Bouches-du-Rhône	68 002	51 763	23 124	142 890
Haute-Corse	5 954	3 669	1 390	11 014	Hauts-Alpes	4 599	3 116	2 760	10 474
Franche-Comté	37 636	21 817	17 460	76 912	Var	32 520	24 374	8 805	65 699
Doubs	18 658	10 010	6 885	35 553	Vaucluse	14 606	12 969	7 237	34 811
Haute-Saône	6 618	3 643	2 205	12 465	Rhône-Alpes	170 457	118 452	77 866	366 776
Jura	7 599	4 849	4 371	16 818	Ain	12 591	7 381	4 903	24 875
Territoire de Belfort	4 761	3 315	3 999	12 075	Ardèche	6 233	5 257	3 864	15 353
Haute-Normandie	55 718	40 467	24 127	120 312	Drôme	11 209	8 947	5 264	25 420
Eure	14 599	10 706	5 061	3 366	Haute-Savoie	15 023	13 439	6 770	35 233
Seine-Maritime	41 119	29 761	19 066	89 946	Isère	34 953	25 202	13 935	74 089
Île-de-France	498 457	312 603	156 612	967 672	Loire	18 384	13 412	12 161	43 958
Essonne	39 821	29 407	7 083	76 311	Rhône	59 994	35 175	25 489	120 659
Hauts-de-Seine	45 858	40 021	5 474	91 353	Savoie	12 071	9 638	5 480	27 189
Paris	201 765	77 782	87 471	367 018	Total Métropole	2 021 277	1 363 873	838 412	4 223 562
Seine-et-Marne	36 914	28 571	11 025	76 510	Dom	69 483	57 537	19 188	146 208
Seine-Saint-Denis	49 456	44 484	11 291	105 231	Guadeloupe	16 894	12 938	4 946	34 778
Val-de-Marne	46 731	36 529	9 214	92 475	Guyane	8 339	5 506	1 498	15 343
Val-d'Oise	32 359	25 715	12 018	70 091	Martinique	16 232	13 652	6 563	36 446
Yvelines	45 554	30 095	13 036	88 684	Réunion	28 019	25 442	6 181	59 641
Languedoc-Roussillon	74 452	59 667	29 747	163 867	Total Métropole + Dom	2 090 760	1 421 410	857 600	4 369 770
Aude	9 038	8 661	3 393	21 092	Tom	14 222	234	-	14 457
Gard	16 978	14 659	7 738	39 375	Étranger	28 594	-	-	28 594
Hérault	33 540	24 245	13 299	71 083					

DGAPP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation. Sources : Insee, Drees, DHOS.
 CHAMP : effectifs civils y compris bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes).
 FPE : y compris enseignement privé sous contrat. Emplois principaux.
 FPT : y compris assistantes maternelles. Y compris emplois secondaires.
 FPH : y c. médecins et non-titulaires sur crédits de remplacement. Emplois principaux.

Les trois fonctions publiques I

Les trois fonctions publiques par région I.5

Tableau I-19 : Taux d'administration par région et par département (à partir des effectifs en équivalent temps plein) au 31 décembre 2002

	État	Territoriale	Hospitalière	Total 3 fonctions publiques		État	Territoriale	Hospitalière	Total 3 fonctions publiques
Alsace	3,1	1,7	1,5	6,3	Lozère	4,0	2,0	2,0	8,0
Bas-Rhin	3,4	1,7	1,4	6,6	Pyrénées-Orientales	2,9	2,6	0,9	6,4
Haut-Rhin	2,7	1,6	1,6	6,0	Limousin	3,6	2,3	2,0	8,0
Aquitaine	3,3	2,3	1,3	6,9	Corrèze	3,2	2,3	1,8	7,3
Dordogne	2,8	2,4	1,4	6,6	Creuse	3,7	2,2	1,8	7,7
Gironde	3,9	2,4	1,4	7,8	Haute-Vienne	3,8	2,4	2,3	8,5
Landes	2,8	2,6	1,2	6,6	Lorraine	3,5	1,7	1,4	6,7
Lot-et-Garonne	2,8	2,0	1,4	6,1	Meurthe-et-Moselle	4,0	1,9	1,9	7,8
Pyrénées-Atlantiques	2,8	2,0	1,0	5,9	Meuse	3,5	1,9	1,8	7,2
Auvergne	3,4	2,2	1,7	7,3	Moselle	3,3	1,6	1,0	5,8
Allier	2,9	2,3	2,1	7,3	Vosges	3,0	1,9	1,7	6,5
Cantal	3,2	2,4	1,9	7,4	Midi-Pyrénées	3,5	2,3	1,3	7,1
Haute-Loire	2,4	1,8	1,2	5,4	Ariège	3,1	2,5	1,6	7,2
Puy-de-Dôme	4,1	2,3	1,6	8,0	Aveyron	2,5	1,9	1,4	5,8
Basse-Normandie	3,2	2,0	1,7	6,9	Gers	2,7	2,3	1,5	6,6
Calvados	3,3	2,1	1,8	7,2	Haute-Garonne	4,4	2,5	1,2	8,1
Manche	3,3	2,0	1,4	6,7	Hautes-Pyrénées	3,2	2,1	2,1	7,5
Orne	2,7	1,8	1,8	6,4	Lot	3,0	2,0	1,2	6,2
Bourgogne	3,2	2,0	1,6	6,8	Tarn	2,5	2,2	1,0	5,7
Côte-d'Or	4,0	2,0	1,7	7,8	Tarn-et-Garonne	2,8	2,2	1,2	6,2
Nièvre	3,1	2,2	1,9	7,3	Nord-Pas-de-Calais	3,2	2,3	1,3	6,7
Saône-et-Loire	2,8	2,0	1,4	6,1	Nord	3,3	2,3	1,5	7,1
Yonne	2,8	1,9	1,6	6,2	Pas-de-Calais	2,9	2,2	1,0	6,1
Bretagne	3,0	2,0	1,4	6,5	Pays de la Loire	2,5	2,0	1,4	5,8
Côtes-d'Armor	2,3	2,3	1,2	5,9	Loire-Atlantique	3,0	2,2	1,2	6,4
Finistère	3,1	1,9	1,6	6,6	Maine-et-Loire	2,4	1,7	1,5	5,6
Ille-et-Vilaine	3,7	2,0	1,5	7,2	Mayenne	2,2	2,0	1,8	5,9
Morbihan	2,5	2,0	1,4	5,9	Sarthe	2,7	1,9	1,5	6,2
Centre	3,0	2,1	1,5	6,6	Vendée	1,6	1,8	1,3	4,7
Cher	3,2	2,1	1,7	7,0	Picardie	3,0	2,0	1,5	6,5
Eure-et-Loir	2,6	2,0	1,5	6,1	Aisne	2,9	2,1	1,7	6,7
Indre	3,3	2,1	1,3	6,6	Oise	2,7	1,7	1,3	5,6
Indre-et-Loire	2,9	2,1	1,7	6,8	Somme	3,4	2,2	1,8	7,4
Loiret	3,3	2,1	1,3	6,7	Poitou-Charentes	3,1	2,3	1,4	6,8
Loir-et-Cher	2,7	2,1	1,5	6,2	Charente	2,9	2,2	1,3	6,4
Champagne-Ardenne	3,5	1,8	1,6	7,0	Charente-Maritime	2,9	2,3	1,3	6,5
Ardennes	3,2	2,0	1,6	6,8	Deux-Sèvres	2,4	2,4	1,4	6,2
Aube	3,2	1,9	1,3	6,5	Vienne	3,9	2,5	1,7	8,1
Haute-Marne	3,5	1,9	1,8	7,2	Provence-Alpes-Côte-d'Azur	3,3	2,7	1,2	7,2
Marne	3,8	1,7	1,8	7,2	Alpes-de-Haute-Provence	3,3	2,6	1,6	7,4
Corse	4,4	3,0	1,3	8,6	Alpes-Maritimes	2,8	2,9	1,1	6,9
Corse-du-Sud	4,7	3,5	1,7	9,9	Bouches-du-Rhône	3,6	2,7	1,2	7,6
Haute-Corse	4,1	2,5	1,0	7,6	Hautes-Alpes	3,6	2,5	2,2	8,3
Franche-Comté	3,3	1,9	1,5	6,8	Var	3,4	2,6	0,9	6,9
Doubs	3,7	2,0	1,4	7,0	Vaucluse	2,8	2,5	1,4	6,7
Haute-Saône	2,8	1,6	0,9	5,4	Rhône-Alpes	2,9	2,0	1,3	6,3
Jura	3,0	1,9	1,7	6,6	Ain	2,3	1,4	0,9	4,6
Territoire de Belfort	3,4	2,4	2,9	8,7	Ardèche	2,1	1,8	1,3	5,2
Haute-Normandie	3,1	2,3	1,3	6,7	Drôme	2,5	2,0	1,2	5,6
Eure	2,7	1,9	0,9	5,5	Haute-Savoie	2,3	2,0	1,0	5,3
Seine-Maritime	3,3	2,4	1,5	7,3	Isère	3,1	2,2	1,2	6,6
Île-de-France	4,5	2,8	1,4	8,7	Loire	2,5	1,8	1,7	6,0
Essonne	3,5	2,5	0,6	6,6	Rhône	3,7	2,2	1,6	7,4
Hauts-de-Seine	3,1	2,7	0,4	6,2	Savoie	3,1	2,5	1,4	7,0
Paris	9,4	3,6	4,1	17,1	Total Métropole	3,4	2,3	1,4	7,1
Seine-et-Marne	3,0	2,3	0,9	6,2	Dom	3,9	3,3	1,1	8,3
Seine-Saint-Denis	3,5	3,2	0,8	7,5	Guadeloupe	3,8	2,9	1,1	7,9
Val-de-Marne	3,8	2,9	0,7	7,5	Guyane	4,7	3,1	0,8	8,6
Val-d'Oise	2,9	2,3	1,1	6,2	Martinique	4,2	3,5	1,7	9,3
Yvelines	3,3	2,2	1,0	6,5	Réunion	3,7	3,4	0,8	7,9
Languedoc-Roussillon	3,1	2,5	1,2	6,8	Total Métropole + Dom	3,4	2,3	1,4	7,1
Aude	2,8	2,7	1,1	6,6					
Gard	2,6	2,3	1,2	6,1					
Hérault	3,5	2,6	1,4	7,5					

DGAPP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation. Sources : Insee, Drees, DHOS.
 CHAMP : effectifs civils y compris bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes).
 FPE : y compris enseignement privé sous contrat. Emplois principaux.
 FPT : y compris assistantes maternelles. Y compris emplois secondaires.
 FPH : y compris médecins et non-titulaires sur crédits de remplacement. Emplois principaux.

I Les trois fonctions publiques

I.5 Les trois fonctions publiques par région

Figure I-5 : Part de cadres dans l'emploi public

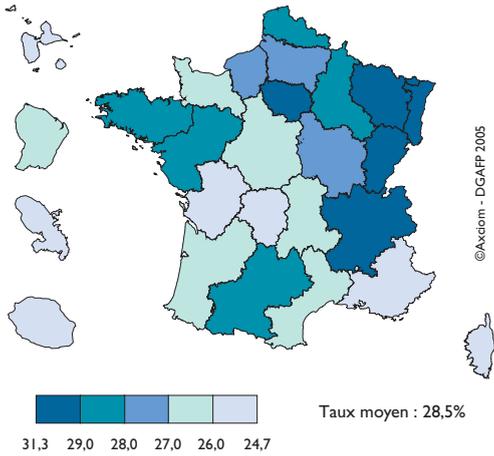
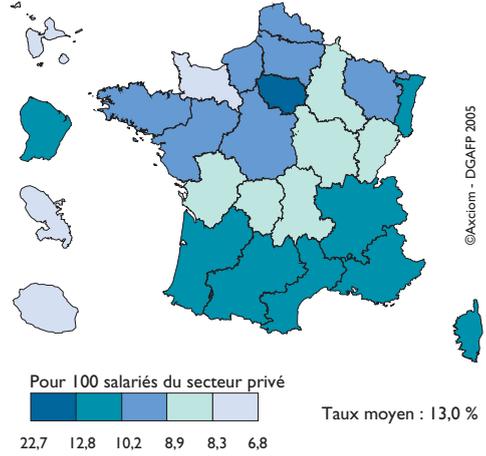


Figure I-6 : Part de cadres dans l'emploi privé



Cadres : personnel enseignant et non enseignant de catégorie A.

Emploi public y compris enseignement privé sous contrat et bénéficiaires d'emplois aidés, hors militaires.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

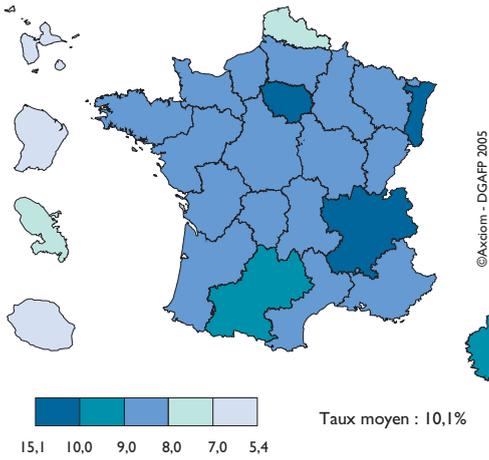
FPE y compris enseignement privé sous contrat et bénéficiaires d'emplois aidés, hors militaires.

Source : Insee.

Les trois fonctions publiques I

Les trois fonctions publiques par région I.5

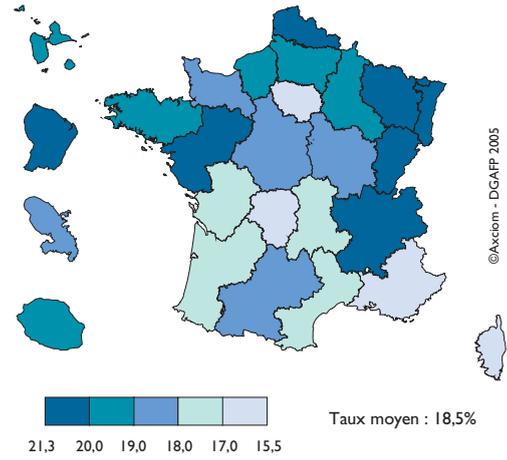
Figure I-7 : Part de cadres hors enseignants dans l'emploi public



FPT y compris bénéficiaires d'emplois aidés.

Source : Insee.

Figure I-8 : Part des enseignants de catégorie A dans l'emploi public



FPH y compris bénéficiaires d'emplois aidés.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

I Les 3 fonctions publiques

I.6 Séries longues

La fonction publique employait 5,0 millions de personnes au 31 décembre 2003, sans compter les emplois aidés, ce qui représentait un cinquième des emplois sur le territoire national. Entre 1982 et 2003, l'emploi public a augmenté de 24 %. Dans le même temps, l'emploi total augmentait de 13 %. La croissance de l'emploi public repose sur celle de la fonction publique territoriale (FPT). La FPT enregistre la plus forte progression des effectifs (+ 42 %), suivie de la fonction publique hospitalière (FPH) (+ 28 %) et enfin de la fonction publique d'État (FPE) (+ 14 %).

Alors que la FPT représente 30 % de l'emploi public en 2003, elle a absorbé à elle seule 47 % des emplois publics créés entre 1982 et 2003. La forte croissance de la FPT est une tendance longue amorcée dès les années soixante. Les communes, avec 63 % du total des agents au 31 décembre 2003 (956 000 personnes), restent les premiers employeurs, mais leur part dans l'emploi territorial total a baissé depuis 1983. La part occupée par les départements a elle aussi baissé. Ce mouvement s'est effectué au profit des établissements publics communaux, intercommunaux et départemen-

taux, mais aussi des régions. Érigées en collectivités territoriales en 1986 seulement, les régions représentent une faible part de l'emploi total (0,9 % en 2003) mais elles connaissent une montée en puissance de leurs effectifs, multipliés par huit depuis 1983.

La fonction publique hospitalière a connu un développement de ses effectifs conforme à sa part dans l'emploi public. Elle en constitue 19 % en 2003 et elle a absorbé 21 % du total des emplois créés dans les trois fonctions publiques depuis 1982.

La fonction publique de l'État, enfin, a été la moins créatrice d'emplois entre 1982 et 2003. Elle n'a prélevé que 32 % des nouveaux emplois de la période, alors que ce versant de la fonction publique en représente 51 % en 2003. Les établissements publics nationaux ont particulièrement bénéficié des emplois créés. En effet, entre 1982 et 2003, le transfert de missions de l'État à ses établissements publics administratifs a conduit à accroître leurs effectifs de 36 %, alors qu'ils ne représentent que 9 % des effectifs de la fonction publique de l'État en 2003.

Pour plus d'informations

- « L'emploi public est tiré par la fonction publique territoriale », Philippe Raynaud, *Économie et Statistique*, n° 369-370, 2003, Insee.

Les trois fonctions publiques I

Séries longues 1.6

Tableau I-20 : Effectifs de la fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière entre le 31 décembre 1982 et le 31 décembre 2003

	Fonction publique d'État			Fonction publique territoriale			Fonction publique hospitalière (FPH) hors NTCR (1)	FPE + FPT + FPH (1)	Emploi total (en milliers) (2)	% emploi public dans l'emploi total
	Ministères	EPA nationaux à recrutement de droit public	Fonction publique de l'État (FPE)	Collectivités territoriales	EPA locaux	Fonction publique territoriale (FPT)				
1982	2 116 273	117 565	2 233 838	887 075	186 458	1 073 533	717 739	4 025 110	21 710	19
1984	2 146 456	131 506	2 277 962	913 823	189 825	1 103 648	747 500	4 129 110	21 339	19
1986	2 148 786	138 672	2 287 458	926 826	194 557	1 121 383	756 201	4 165 042	21 499	19
1988	2 157 952	139 627	2 297 579	926 590	193 066	1 119 656	768 266	4 185 500	21 908	19
1990	2 166 915	140 901	2 307 816	963 224	203 140	1 166 364	783 473	4 257 653	22 371	19
1992	2 182 464	146 768	2 329 232	982 263	219 455	1 201 718	799 448	4 330 398	22 088	20
1994	2 202 503	163 818	2 366 321	1 003 556	228 193	1 231 749	812 177	4 410 246	22 091	20
1996	2 230 172	171 619	2 401 791	1 023 049	239 312	1 262 361	825 710	4 489 862	22 301	20
1998	2 254 822	185 119	2 439 941	1 055 364	251 881	1 307 245	836 624	4 583 810	23 029	20
2000	2 276 518	195 584	2 472 102	1 091 111	280 817	1 371 928	855 660	4 699 690	24 226	19
2002	2 318 118	212 526	2 530 644	1 135 166	328 212	1 463 378	889 752	4 883 774	24 709	20
2003	2 313 430	229 921	2 543 351	1 162 490	359 653	1 522 143	915 162	4 980 656	24 612	20
Évolution 1982/2003 (en %)	9,3	95,6	13,9	31,0	92,9	41,8	27,5	23,7	13,4	
Évolution 1992/2003 (en %)	6,0	56,7	9,2	18,3	63,9	26,7	14,5	15,0	11,4	

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

Résultats provisoires pour 2003.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

(1) Les non-titulaires sur crédits de remplacement (NTCR) de la FPH ne sont pas disponibles sur l'ensemble de la période. Voir tableau I-22 pour la série depuis 1994 où les NTCR sont inclus. Les années 1998, 2000 et 2002 dans la FPH et l'année 2002 dans la FPT ont été actualisées par rapport à la publication de l'année dernière.

(2) Emploi total en France métropolitaine, hors contingent.

I Les trois fonctions publiques

I.6 Séries longues

Tableau I-21 : Effectifs en équivalent temps plein de la fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière entre le 31 décembre 1982 et le 31 décembre 2003

Au 31 décembre	Fonction publique d'État			Fonction publique territoriale			Fonction publique hospitalière (FPH) hors NTCR	FPE + FPT + FPH (1)
	Ministères	EPA nationaux à recrutement de droit public	Fonction publique de l'État (FPE)	Collectivités territoriales	EPA Locaux	Fonction publique territoriale (FPT)		
1982	2 055 481	100 901	2 156 382	804 597	169 122	973 719	670 078	3 800 179
1984	2 074 095	112 407	2 186 502	841 682	170 849	1 012 531	695 196	3 894 229
1986	2 071 619	118 323	2 189 942	853 989	174 774	1 028 762	702 088	3 920 792
1988	2 074 082	118 845	2 192 927	853 087	174 538	1 027 626	711 975	3 932 527
1990	2 080 112	119 691	2 199 803	884 721	182 895	1 067 616	727 941	3 995 360
1992	2 095 479	127 483	2 222 962	902 913	197 777	1 100 690	741 374	4 065 025
1994	2 108 466	142 705	2 251 171	917 002	205 046	1 122 048	748 520	4 121 739
1996	2 129 712	144 231	2 273 943	932 264	215 851	1 148 115	756 788	4 178 847
1998	2 157 801	151 380	2 309 181	955 223	227 045	1 182 268	761 579	4 253 028
2000	2 173 734	162 918	2 336 652	984 516	251 097	1 235 612	793 561	4 365 825
2002	2 211 373	171 650	2 383 023	1 030 457	293 666	1 324 123	814 297	4 521 444
2003	2 206 782	182 167	2 388 949	1 055 254	322 709	1 377 963	837 254	4 604 166
Évolution 1982/2003 (en %)	7,4	80,5	10,8	31,2	90,8	41,5	24,9	21,2
Évolution 1992/2003 (en %)	5,3	42,9	7,5	16,9	63,2	25,2	12,9	13,3

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

Résultats provisoires pour 2003.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

(1) Les non-titulaires sur crédits de remplacement (NTCR) de la FPH ne sont pas disponibles sur l'ensemble de la période.

Les trois fonctions publiques I

Séries longues 1.6

Tableau I-22 : Effectifs des trois fonctions publiques par statut entre le 31 décembre 1992 et le 31 décembre 2003

	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2003	Évolution 1992/2003 (en %)	
FPE, y compris EPA	Titulaires	651 695	699 377	735 127	746 733	776 603	817 079	832 743	11
	Non-titulaires	297 468	298 583	294 316	306 921	313 234	330 938	328 462	10
	Militaires	300 379	295 701	300 779	321 956	321 338	324 774	326 197	9
	Ouvriers d'État	79 690	72 660	71 569	64 331	60 927	57 853	55 949	- 30
	Total	2 329 232	2 366 321	2 401 791	2 439 941	2 472 102	2 530 644	2 543 351	9
	% de non-titulaires	13	13	12	13	13	13	13	1
FPT, y compris EPA	Titulaires	868 244	888 817	932 138	976 275	1 033 824	1 111 450	1 157 333	33
	Non-titulaires	276 956	283 062	271 445	273 160	280 790	296 077	309 319	12
	Assistantes maternelles	56 518	59 870	58 778	57 810	57 314	55 851	55 491	- 2
	Total	1 201 718	1 231 749	1 262 361	1 307 245	1 371 928	1 463 378	1 522 143	27
	% de non-titulaires	23	23	22	21	20	20	20	- 12
FPH (1)	Titulaires	674 075	686 698	696 531	698 055	708 170	727 019	742 052	10
	Non-titulaires hors NTCR	40 473	38 764	39 488	46 837	57 280	70 830	78 957	95
	Non-titulaires y c. NTCR	nd	67 093	70 318	83 971	101 003	120 543	130 135	
	Praticiens hospitaliers	84 901	86 715	89 691	91 731	90 211	91 902	94 153	11
	Total hors NTCR	799 448	812 177	825 710	836 624	855 660	889 752	915 162	14
	Total y c. NTCR	nd	840 506	856 540	873 757	899 383	939 465	966 340	
	% de non-titulaires hors NTCR	5	5	5	6	7	8	9	70
	% de non-titulaires y c. NTCR	nd	8	8	10	11	13	13	
FPE + FPT + FPH	Titulaires	3 194 014	3 274 892	3 363 796	3 421 063	3 518 597	3 655 548	3 732 128	17
	Non-titulaires hors NTCR FPH	614 897	620 409	605 249	626 918	651 304	697 845	716 738	17
	Non-titulaires y c. NTCR FPH	nd	648 738	636 079	664 052	695 027	747 558	767 916	
	Militaires	300 379	295 701	300 779	321 956	321 338	324 774	326 197	9
	Ouvriers d'État	79 690	72 660	71 569	64 331	60 927	57 853	55 949	- 30
	Assistantes maternelles	56 518	59 870	58 778	57 810	57 314	55 851	55 491	- 2
	Praticiens hospitaliers	84 901	86 715	89 691	91 731	90 211	91 902	94 153	11
	Total hors NTCR FPH	4 330 399	4 410 247	4 489 862	4 583 810	4 699 690	4 883 774	4 980 656	15
	Total y c. NTCR FPHnd	4 438 576	4 520 692	4 620 943	4 743 413	4 933 487	5 031 834		
	% de non-titulaires hors NTCR	14	14	13	14	14	14	14	
% de non-titulaires y c. NTCR	nd	15	14	14	15	15	15		

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Sources : Insee, Drees, DHOS.

Résultats provisoires pour 2003.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes) ; voir tableau I-6.

(1) L'information sur les non-titulaires sur crédits de remplacement (NTCR) de la FPH n'est pas disponible sur toute la période. C'est pourquoi les effectifs sont indiqués avec et sans NTCR.

I Les trois fonctions publiques

I.6 Séries longues

Tableau I-23 : Évolution des effectifs des ministères et de leurs EPA rattachés entre 1992 et 2003

		1992	1994	1996	1998	2000	2002	2003	Évolution 1992/2003 (en %)
Affaires étrangères et Coopération	Ministère	21 927	19 525	19 763	19 340	18 476	19 167	19 570	- 10,7
	EPA	7 301	10 566	11 502	11 860	11 603	12 993	13 178	80,5
	Total	29 228	30 091	31 265	31 200	30 079	32 160	32 748	12,0
Agriculture	Ministère	33 675	35 513	36 853	37 739	39 755	39 149	38 857	15,4
	EPA	15 797	18 155	19 189	20 069	21 890	23 801	24 818	57,1
	Total	49 472	53 668	56 042	57 808	61 645	62 950	63 675	28,7
Culture	Ministère	12 992	12 045	12 598	14 607	14 694	14 830	13 985	7,6
	EPA	2 927	3 891	5 665	6 974	8 153	7 805	9 731	232,5
	Total	15 919	15 936	18 263	21 581	22 847	22 635	23 716	49,0
Défense et Anciens combattants	Ministère	404 212	390 655	393 863	411 619	414 626	418 633	421 150	4,2
	EPA	4 089	4 193	5 183	5 218	6 158	5 113	5 195	27,0
	Total	408 301	394 848	399 046	416 837	420 784	423 746	426 345	4,4
Économie, Finances et Industrie	Ministère	208 783	207 161	210 127	207 663	200 497	198 864	196 286	- 6,0
	EPA	7 924	7 401	7 431	10 227	11 035	10 974	11 121	40,3
	Total	216 707	214 562	217 558	217 890	211 532	209 838	207 407	- 4,3
Éducation nationale	Ministère	1 125 533	1 157 611	1 172 082	1 181 434	1 207 422	1 233 346	1 228 803	9,2
	EPA	75 346	79 561	80 779	86 237	88 804	95 957	113 875	51,1
	Total	1 200 879	1 237 172	1 252 861	1 267 671	1 296 226	1 329 303	1 342 678	11,8
Emploi et Solidarité	Ministère	24 862	26 188	26 891	26 401	27 584	28 272	28 355	14,0
	EPA	24 048	26 386	26 969	28 840	31 671	38 776	35 606	48,1
	Total	48 910	52 574	53 860	55 241	59 255	67 048	63 961	30,8
Équipement	Ministère	123 778	120 816	121 841	117 922	115 637	115 978	116 396	- 6,0
	EPA	7 316	11 586	12 403	13 004	12 863	14 396	13 041	78,3
	Total	131 094	132 402	134 244	130 926	128 500	130 374	129 437	- 1,3
Intérieur	Ministère	161 666	166 392	166 947	166 760	165 772	174 231	173 064	7,1
	EPA	10	10	6	6	39	114	438	n. s
	Total	161 676	166 402	166 953	166 766	165 811	174 345	173 502	7,3
Justice	Ministère	58 316	60 695	63 225	65 198	66 839	69 134	70 638	21,1
	EPA	744	678	774	853	979	986	1 101	48,0
	Total	59 060	61 373	63 999	66 051	67 818	70 120	71 739	21,5
Outre-mer	Ministère	3 022	2 938	3 144	3 144	2 231	3 020	2 740	- 9,3
	EPA	22	0	337	377	997			n. s
	Total	3 044	2 938	3 481	3 521	3 228	3 020	2 740	- 10,0
Services du Premier ministre	Ministère	3 698	2 964	2 838	2 995	2 985	3 494	3 586	- 3,0
	EPA	1 244	1 391	1 381	1 454	1 392	1 609	1 817	46,1
	Total	4 942	4 355	4 219	4 449	4 377	5 103	5 403	9,3
Total	Ministère	2 182 464	2 202 503	2 230 172	2 254 822	2 276 518	2 318 118	2 313 430	6,0
	EPA	146 768	163 818	171 619	185 119	195 584	212 526	229 921	56,7
	Total	2 329 232	2 366 321	2 401 791	2 439 941	2 472 102	2 530 644	2 543 351	9,2
Total hors Éducation nationale	Ministère	1 056 931	1 044 892	1 058 090	1 073 388	1 069 096	1 084 772	1 084 627	2,6
	EPA	71 422	84 257	90 840	98 882	106 780	116 569	116 046	62,5
	Total	1 128 353	1 129 149	1 148 930	1 172 270	1 175 876	1 201 341	1 200 673	6,4

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, exploitation des fichiers de paie.

Résultats provisoires pour 2003.

CHAMP : hors bénéficiaires d'emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes).

Pour des raisons d'homogénéité des séries, les regroupements suivants ont été effectués :

- l'Industrie, le Commerce et l'Artisanat avec le ministère de l'Économie et des Finances ;
- la Jeunesse et les Sports, la Recherche et l'Enseignement supérieur avec le ministère de l'Éducation nationale ;
- le Tourisme, l'Environnement, les Transports et la Mer avec le ministère de l'Équipement ;
- l'Aménagement du territoire avec les services du Premier ministre ;
- les Anciens combattants avec le ministère de la Défense ;
- la Coopération avec les Affaires étrangères.

n. s : non significatif.

Les trois fonctions publiques I

Séries longues 1.6

Tableau I-24 : Évolution des effectifs territoriaux par statut des agents et type de collectivité entre 1983 et 2003 - 1^{re} partie entre 1983 et 1992

		1983	1984	1986	1988	1990	1992	Évolution 1983/1992 (en %)
Communes	Titulaires	504 995	525 602	559 917	581 801	604 393	616 934	22
	Non-titulaires	207 869	200 375	178 880	174 226	184 914	189 291	- 9
	Assistantes maternelles	8 077	9 967	10 413	11 933	14 550	15 860	96
	Total	720 941	735 944	749 210	767 960	803 857	822 085	14
Départements	Titulaires	81 772	88 329	95 110	96 785	98 907	100 022	22
	Non-titulaires	45 588	41 695	35 987	17 329	17 933	18 385	- 60
	Assistantes maternelles	46 622	45 450	43 157	40 211	37 395	35 507	- 24
	Total	173 982	175 474	174 254	154 325	154 235	153 914	- 12
Régions	Titulaires	312	498	1 289	2 231	3 023	3 770	1 108
	Non-titulaires	1 370	1 907	2 073	2 074	2 109	2 494	82
	Total	1 682	2 405	3 362	4 305	5 132	6 264	272
Total collectivités territoriales	Titulaires	587 079	614 429	656 316	680 817	706 323	720 726	23
	Non-titulaires	254 827	243 977	216 940	193 629	204 956	210 170	- 18
	Assistantes maternelles	54 699	55 417	53 570	52 144	51 945	51 367	- 6
	Total	896 605	913 823	926 826	926 590	963 224	982 263	10
Établissements communaux	Titulaires	30 059	30 998	32 438	35 453	38 779	41 548	38
	Non-titulaires	34 205	34 389	32 255	31 928	34 083	35 300	3
	Assistantes maternelles	4 852	4 255	4 186	4 910	4 675	5 151	6
	Total	69 116	69 642	68 879	72 291	77 537	81 999	19
Établissements intercommunaux	Titulaires	48 768	49 896	54 541	53 649	55 983	59 739	22
	Non-titulaires	17 489	17 130	16 166	14 491	16 235	18 304	5
	Assistantes maternelles	246	172	145	164	0	0	- 100
	Total	66 503	67 198	70 852	68 304	72 218	78 043	17
Établissements départementaux	Titulaires	15 817	16 191	18 450	21 474	23 774	25 476	61
	Non-titulaires	2 673	2 442	2 455	2 173	2 901	3 325	24
	Assistantes maternelles	27	27	24	38	0	0	- 100
	Total	8 517	18 660	20 929	23 685	26 675	28 801	56
Autres EPA locaux	Titulaires	17 217	17 217	19 566	18 067	17 726	20 755	21
	Non-titulaires	17 002	17 002	14 331	10 707	8 984	9 857	- 42
	Assistantes maternelles	106	106	0	12	0	0	- 100
	Total	34 325	34 325	33 897	28 786	26 710	30 612	- 11
Total EPA locaux	Titulaires	111 861	114 302	124 995	128 643	136 262	147 518	32
	Non-titulaires	71 369	70 963	65 207	59 299	62 203	66 786	- 6
	Assistantes maternelles	5 231	4 560	4 355	5 124	4 675	5 151	- 2
	Total	188 461	189 825	194 557	193 066	203 140	219 455	16
Total FPT	Titulaires	698 940	728 731	781 311	809 460	842 585	868 244	24
	Non-titulaires	326 196	314 940	282 147	252 928	267 159	276 956	- 15
	Assistantes maternelles	59 930	59 977	57 925	57 268	56 620	56 518	- 6
	Total	1 085 066	1 103 648	1 121 383	1 119 656	1 166 364	1 201 718	11

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee, enquête sur les collectivités territoriales.

I Les trois fonctions publiques

I.6 Séries longues

Tableau I-25 : Évolution des effectifs territoriaux par statut des agents et type de collectivité entre 1983 et 2003 - 2^e partie entre 1994 et 2003

		1994	1996	1998	2000	2002	2003	Évolution 1983/ 2003 (en %)	Évolution 1992/ 2003 (en %)
Communes	Titulaires	629 659	655 506	680 271	705 553	736 032	751 761	49	22
	Non-titulaires	191 319	181 687	182 171	185 406	185 488	189 902	- 9	0
	Assistantes maternelles	17 808	16 522	15 651	15 019	14 634	14 377	78	- 9
	Total	838 786	853 715	878 093	905 978	936 154	956 040	33	16
Départements	Titulaires	101 094	104 236	110 679	117 935	127 848	132 795	62	33
	Non-titulaires	21 067	20 851	20 844	19 983	23 066	24 532	- 46	33
	Assistantes maternelles	35 463	35 670	36 208	36 595	35 824	35 971	- 23	1
	Total	157 624	160 757	167 731	174 513	186 738	193 298	11	26
Régions	Titulaires	4 253	5 546	6 438	7 357	8 629	9 595	2 975	155
	Non-titulaires	2 893	3 031	3 102	3 263	3 645	3 557	160	43
	Total	7 146	8 577	9 540	10 620	12 274	13 152	682	110
Total collectivités territoriales	Titulaires	735 006	765 288	797 388	830 845	872 509	894 151	51	24
	Non-titulaires	215 279	205 569	206 117	208 652	212 199	217 991	- 15	4
	Assistantes maternelles	53 271	52 192	51 859	51 614	50 458	50 348	- 8	- 2
	Total	1 003 556	1 023 049	1 055 364	1 091 111	1 135 166	1 162 490	29	18
Établissements communaux	Titulaires	42 807	46 866	49 929	55 520	61 249	64 490	115	55
	Non-titulaires	35 190	33 704	32 966	33 339	37 705	39 060	14	11
	Assistantes maternelles	5 893	5 685	5 067	4 803	4 418	4 143	- 15	- 20
	Total	83 890	86 255	87 962	93 662	103 372	107 693	56	31
Établissements intercommunaux	Titulaires	62 335	67 767	72 905	75 103	94 070	110 976	128	86
	Non-titulaires	19 790	20 298	21 911	25 056	30 929	36 024	106	97
	Assistantes maternelles	572	649	621	617	713	692	181	
	Total	82 697	88 714	95 437	100 776	125 712	147 692	122	89
Établissements départementaux	Titulaires	28 445	32 269	36 027	51 839	63 232	66 831	323	162
	Non-titulaires	4 048	4 321	4 499	5 034	5 892	6 689	150	101
	Assistantes maternelles	134	252	263	280	259	306	1 033	
	Total	32 627	36 842	40 789	57 153	69 383	73 826	299	156
Autres EPA locaux	Titulaires	20 224	19 948	20 026	20 517	20 390	20 885	21	1
	Non-titulaires	8 755	7 553	7 667	8 709	9 352	9 555	- 44	- 3
	Assistantes maternelles	0	0	0	0	3	2	- 98	
	Total	28 979	27 501	27 693	29 226	29 745	30 442	- 11	- 1
Total EPA locaux	Titulaires	153 811	166 850	178 887	202 979	238 941	263 182	135	78
	Non-titulaires	67 783	65 876	67 043	72 138	83 878	91 328	28	37
	Assistantes maternelles	6 599	6 586	5 951	5 700	5 393	5 143	- 2	0
	Total	228 193	239 312	251 881	280 817	328 212	359 653	91	64
Total FPT	Titulaires	888 817	932 138	976 275	1 033 824	1 111 450	1 157 333	66	33
	Non-titulaires	283 062	271 445	273 160	280 790	296 077	309 319	- 5	12
	Assistantes maternelles	59 870	58 778	57 810	57 314	55 851	55 491	- 7	- 2
	Total	1 231 749	1 262 361	1 307 245	1 371 928	1 463 378	1 522 143	40	27

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee.

Résultats provisoires pour 2003.

Les trois fonctions publiques I

Séries longues 1.6

Tableau I-26 : Évolution des taux de féminisation par statut des agents et type de collectivité entre les 31 décembre 1983 et 2003 (en %)

		1983	1984	1986	1988	1990	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2003
Communes	Titulaires	46	46	48	49	50	51	52	53	53	54	55	56
	Non-titulaires	68	67	67	66	68	69	68	67	67	67	68	67
	Assistantes maternelles	93	95	99	99	97	98	95	100	99	100	100	100
	Total	52	53	53	54	55	56	56	57	57	57	59	59
Départements	Titulaires	78	78	76	75	75	75	76	77	77	76	76	76
	Non-titulaires	54	53	53	64	67	69	67	67	68	68	68	67
	Assistantes maternelles	100	100	100	96	96	99	99	99	99	99	97	98
	Total	77	77	77	79	79	80	80	80	80	80	80	79
Régions	Titulaires	61	61	62	66	67	68	69	71	71	70	69	69
	Non-titulaires	58	59	62	59	54	56	57	54	54	56	58	58
	Total	59	60	62	63	62	63	64	65	66	66	66	66
Total collectivités territoriales	Titulaires	50	51	52	52	54	54	55	56	57	57	59	59
	Non-titulaires	65	65	65	66	68	69	68	67	67	66	68	67
	Assistantes maternelles	99	99	99	97	96	99	98	99	99	98	98	98
	Total	57	57	58	58	59	60	60	60	61	61	62	62
Établissements communaux	Titulaires	83	83	82	83	83	84	85	85	85	86	87	86
	Non-titulaires	91	91	90	90	90	90	88	89	88	87	88	87
	Assistantes maternelles	99	100	98	99	97	98	96	100	100	100	100	100
	Total	88	88	87	87	87	88	87	88	87	87	87	87
Établissements intercommunaux	Titulaires	24	26	29	29	29	30	32	34	36	42	43	43
	Non-titulaires	54	60	62	63	63	64	63	63	63	63	62	60
	Assistantes maternelles	100	99	97	99			100	100	100	99	99	99
	Total	32	35	36	36	37	38	40	41	42	47	48	47
Établissements départementaux	Titulaires	21	22	26	29	33	32	32	34	32	25	23	24
	Non-titulaires	36	39	41	54	59	58	56	61	62	62	64	66
	Assistantes maternelles	100	100	100	100			89	95	92	84	91	92
	Total	23	25	28	32	35	35	35	37	36	29	27	28
Autres EPA locaux	Titulaires	39	39	41	40	41	45	47	49	49	50	51	52
	Non-titulaires	49	49	51	54	55	60	62	61	61	64	66	66
	Assistantes maternelles	27	27		75							100	100
	Total	44	44	45	45	46	50	52	52	53	54	56	56
Total EPA locaux	Titulaires	42	43	44	45	47	48	49	50	50	50	50	49
	Non-titulaires	70	72	73	75	76	77	75	76	75	74	74	73
	Assistantes maternelles	98	98	98	99	97	98	96	100	99	99	99	99
	Total	54	55	55	56	57	58	58	58	58	58	57	56
Total FPT	Titulaires	49	50	51	51	52	53	54	55	56	56	57	57
	Non-titulaires	66	66	67	68	70	71	70	69	69	68	69	69
	Assistantes maternelles	99	99	99	97	96	99	97	99	99	98	98	98
	Total	57	57	57	58	59	59	60	60	60	60	61	61

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : Insee.

Résultats provisoires pour 2003.